

Observatoire de la prospective internationale de défense

Rapport trimestriel N° 2 - avril 2013



Un projet réalisé par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS) et Futuribles, pour la Délégation aux affaires stratégiques (DAS)

futuribles
Veille, prospective, stratégie


IRIS
INSTITUT DE RELATIONS
INTERNATIONALES
ET STRATÉGIQUES


CEIS

SOMMAIRE

Éditorial	p. 3
Sélection trimestrielle	p. 4
• Afrique du Sud	p. 4
• Allemagne	p. 5
• Australie	p. 8
• Brésil	p. 10
• Canada	p. 11
• États-Unis	p. 12
• Inde	p. 22
• Royaume-Uni	p. 23
Autres publications	p. 27
Focus	p. 31
• Allemagne <i>Peace Operations 2025</i>	p. 31
• Brésil <i>Prospecção no setor de defesa no brasil: O caso do exército brasileiro</i>	p. 35
• Canada <i>The Canadian Forces in 2025: Prospects and Problems</i>	p. 38
• Inde <i>Grand Strategy for India: 2020 and Beyond</i>	p. 41
• Royaume-Uni <i>Regional Survey: South Asia out to 2040</i>	p. 44

Éditorial

Le basculement du monde vers l'Asie est désormais un diagnostic partagé par l'ensemble des analyses à visée prospective répertoriées dans le cadre de l'Observatoire. Plus encore peut-être que l'espace Asie-Pacifique, c'est l'Asie du Sud qui, à l'horizon 2040, apparaît comme la future zone de concentration des grands enjeux économiques et sécuritaires. Outre la Chine et l'Inde, premières puissances démographiques (la population indienne pourrait dépasser la population chinoise autour de 2025) et probables futures premières puissances économiques du monde, la gestion des affaires régionales devra également compter avec les États-Unis, dans le cadre d'un G3 présenté de plus en plus comme l'organe informel, mais central, de ce dispositif. De la nature des relations que ces pays entretiendront à l'avenir dépendra l'organisation de l'ordre stratégique régional.

Cette vision repose sur des analyses prospectives largement partagées. Croissance démographique, croissance économique, croissance de la demande en matières premières de la part des émergents asiatiques, changement climatique et innovations technologiques sont les variables qui gouvernent l'ensemble des analyses prospectives réalisées. On voit ainsi se dessiner, en creux, une communauté d'analyse qui se caractérise, pour beaucoup, par la similarité des données utilisées et des scénarios élaborés. En la matière, le futur de l'Union européenne semble constamment s'identifier au déclassement stratégique, l'Union étant reléguée à un rôle de second plan.

Si l'analyse prospective se porte régulièrement sur les configurations globales à venir de la scène stratégique, elle a également investi des champs spécifiques en matière de défense et de sécurité, et ce notamment dans deux domaines :

- **L'analyse des menaces** : comme l'atteste la profusion des rapports sur les enjeux de la cybersécurité, cette problématique tend à occuper une place croissante comme objet d'étude. L'espace asiatique est d'ailleurs souvent identifié comme une source de menace dans ce domaine, le renforcement des compétences scientifiques et technologiques des pays de la région conduisant également, à l'avenir, à un accroissement du potentiel de nuisance des acteurs non étatiques (et potentiellement des acteurs étatiques) présents dans la zone.
- **L'avenir des outils et des capacités militaires** : si, au Nord notamment, certains pays réfléchissent à la nature des conflits de demain et aux futures conditions d'intervention internationale en tentant d'adapter leurs forces armées en conséquence, d'autres réfléchissent aux enjeux industriels et technologiques en matière de défense. En l'espèce, les enjeux liés aux développements scientifiques et technologiques, variable structurante majeure pour l'avenir, n'ont pas échappé aux pays émergents, qui savent que leur degré de dépendance à l'égard de l'extérieur en matière de capacités de défense sera fonction de la nature et du montant de leur investissement dans ces domaines. À cet égard, la voie empruntée semble plutôt celle du renforcement des moyens financiers que du désengagement. En identifiant l'océan Indien et la mer de Chine du Sud comme des espaces cristallisant les tensions de la scène stratégique, les acteurs de la région (Inde et Chine en tête) ont également pris acte de la nécessité de renforcer leurs capacités et leur présence militaires maritimes dans la zone.

Enfin, il convient de remarquer que les questions migratoires, peu étudiées (et absentes des préoccupations des pays émergents), semblent perdre leur statut de menace sécuritaire directe, tandis que les enjeux énergétiques et les réflexions sur les énergies alternatives sont une préoccupation largement partagée. ■

Sélection trimestrielle

Afrique du Sud

RELATIONS INTERNATIONALES

Commerce international / Intégration régionale

Note du CCR, centre indépendant spécialisé dans le conseil, la médiation, la recherche en politique publique et développement, think-tank le plus connu d'Afrique, réputé pour ses travaux de recherche sur les conflits et leurs causes • Note basée sur un séminaire de recherche • Horizons 2015 et 2020 • Recommandations politiques

PATERSON Mark et VIRK Kudrat (rapporteurs), ADEBAJO Adekeye et PATERSON Mark (sous la direction de), *The African, Caribbean, and Pacific (ACP) Group and the European Union (EU)*, Le Cap : CCR (Centre for Conflict Resolution), *Policy Brief* n° 14, 27 novembre 2012, 7 p. URL : http://www.ccr.org.za/images/pdfs/CCRPB14_acp_eu_27nov2012.pdf. Consulté le 16 avril 2013

Cette note est basée sur un séminaire animé par le CCR les 29 et 30 octobre 2012. La réunion portait sur la possibilité d'un engagement stratégique plus poussé entre les 79 pays membres de l'ACP (Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) et les 27 pays membres de l'Union européenne dans les domaines du commerce, de l'aide internationale et de la coopération politique à l'horizon 2015, puis 2020 (fin des accords de Cotonou). Plusieurs points sont abordés : le commerce international, la sécurité, les matières premières et les migrations. La note se termine par 10 recommandations pour le développement et une meilleure intégration des pays de l'ACP sur la scène internationale.

RELATIONS INTERNATIONALES / RESSOURCES STRATÉGIQUES

Économie et commerce / Matières premières / Afrique du Sud

Étude issue du SAIIA, centre de recherche indépendant parmi les plus réputés en matière de relations internationales sud-africaines • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

EDWARDS Lawrence et LAWRENCE Robert, *South African Trade Policy and the Future Global Trading Environment*, Johannesburg : SAIIA (South African Institute of International Affairs), *SAIIA Occasional Paper* n° 128, décembre 2012, 42 p. URL : http://www.saiia.org.za/images/stories/pubs/occasional_papers_above_100/saia_sop_128%20edip_%20edwards%20%20lawrence_20130207.pdf. Consulté le 16 avril 2013

Cette contribution a été rédigée dans le cadre de l'*Economic Diplomacy Programme*, destiné à promouvoir la position de l'Afrique du Sud au sein de l'économie mondiale. Elle soumet un ensemble de propositions stratégiques visant à orienter la politique commerciale de l'Afrique du Sud au regard du développement à venir de l'économie mondiale. Les auteurs

suggèrent que la politique commerciale sud-africaine devrait poursuivre l'exploitation des matières premières et exploiter davantage les marchés émergents, africains notamment. Parallèlement, l'Afrique du Sud a besoin de politiques stimulant les exportations de produits manufacturés ainsi que le secteur à forte intensité de main-d'œuvre. En effet, ces deux secteurs demeurent essentiels dans le cas où le marché des matières premières se révélerait moins robuste que prévu, mais également en raison de leur fort potentiel de création d'emplois.

Les deux auteurs font le constat que la stratégie actuelle en Afrique du Sud demeure trop fortement axée sur les préoccupations nationales. Le danger est de placer les exportateurs sud-africains dans une situation désavantageuse lorsqu'ils cherchent à accéder aux économies émergentes. Cette stratégie fait inévitablement surgir les tensions inhérentes entre les intérêts de l'Afrique du Sud et ceux du reste de la région africaine lors des négociations commerciales. La politique commerciale actuelle ayant pour principe de traiter les tarifs de douanes au cas par cas, elle ne servira pas l'intérêt de l'Afrique du Sud dans le futur. Une tarification plus simple faciliterait la conclusion d'accords de libre-échange et permettrait la mise en place d'une politique industrielle plus efficace.

Allemagne

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Puissances maritimes / Chine / Japon / Corée du Sud / Viêt-nam / Australie / Armement / Désarmement

Rapport rédigé par des experts de la sécurité maritime pour le compte du BICC, think-tank allemand travaillant dans six domaines (sécurité : acteurs, systèmes, menaces ; tendances, exports et contrôle de l'armement ; ressources et conflit ; migration, conflits et sécurité ; restructuration (de l'armée allemande) ; systèmes d'information géographique • Solide recherche académique • Large bibliographie récente • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

GREBE Jan et SCHWARZ Christoph, *Sicherheitspolitische Implikationen maritimer Aufrüstung im asiatisch-pazifischen Raum. Australien, Japan, Sud-korea und Vietnam im Fokus [Implications, pour la politique de sécurité, du développement de la marine militaire dans la région Asie-Pacifique. Focus sur l'Australie, le Japon, la Corée du Sud et le Viêt-nam]*, Bonn : Bonn International Center for Conversion (BICC), *Occasional Paper VIII*, février 2013, 36 p. URL : http://www.bicc.de/uploads/tx_bicctools/occasional_paper_VIII_02_2013.pdf. Consulté le 15 avril 2013

Le réarmement maritime de la Chine et de ses voisins (Australie, Japon, Corée, Viêt-nam) pose des questions stratégiques. Selon les auteurs, l'Australie et le Japon n'accompagnent pas assez leur politique de réarmement d'un discours menaçant envers la Chine, qui pourrait lui faire craindre une montée en puissance de la violence. À l'inverse, les achats d'armes et les évolutions technologiques vont de pair avec une volonté de solution pacifique, alors même que les tensions se multiplient dans les faits. La probabilité d'un conflit armé sur les mers augmente dans la région selon cette étude. Le rapport recommande donc la mise en place de procédures de désarmement, voire d'un régime de contrôle des armes. Il souligne l'importance de restaurer la confiance et la transparence pour éviter une course à l'armement dangereuse dans le futur.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Aéronautique / Recherche / Stratégie industrielle / Allemagne

Rapport du ministère allemand de l'Économie et de la Technologie • Stratégie de la branche aéronautique • Pas de méthode ni d'horizon spécifiques

Die Luftfahrtstrategie der Bundesregierung, Berlin : Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie (BMW i, ministère allemand de l'Économie et de la Technologie), janvier 2013, 44 p. URL : <http://www.bmwi.de/BMWi/Redaktion/PDF/J-L/luftfahrtstrategie-der-bundesregierung,property=pdf,bereich=bmwi2012,sprache=de,rwb=true.pdf>. Consulté le 17 avril 2013

Ce rapport du BMW i comporte cinq parties : les branches d'avenir de l'industrie aéronautique, les défis et intérêts pour l'aviation allemande, les champs d'action et les mesures à prendre pour l'aviation allemande, enfin les différents instruments à mettre en place pour transposer la stratégie aéronautique. Le gouvernement fédéral allemand perçoit l'industrie aéronautique comme une branche d'avenir et envisage que le secteur allemand de l'aviation devienne fortement compétitif dans les prochaines années via une augmentation radicale du volume des ventes. Le rapport souligne que le niveau de financement du programme-cadre national de recherche aéronautique (LuFo) sera maintenu à court terme. La future version de ce programme sera alignée sur la stratégie européenne *Flightpath 2050*. Le rapport comporte un petit paragraphe sur la défense mais souligne qu'une stratégie aéronautique militaire devrait suivre dans l'année.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ / RESSOURCES STRATÉGIQUES / RELATIONS INTERNATIONALES

Énergie / Climat / Environnement / Allemagne / Union européenne

Policy paper de la FES, fondation indépendante à but non lucratif qui publie de nombreuses analyses dans les domaines politique, social et environnemental depuis 1925 • Étude analytique • Horizon 2020

FISCHER Severin et GEDEN Oliver, *Strategiediskussion in der EU-Energie und Klimapolitik. Neue Ziele für die Zeit nach 2020*, Berlin : Friedrich Ebert Stiftung (FES), février 2013, 16 p. URL : <http://library.fes.de/pdf-files/id/ipa/09599.pdf>. Consulté le 17 avril 2013

Le rapport effectue un état des lieux de la stratégie énergétique allemande et européenne jusqu'en 2020 en évoquant la réduction des émissions de CO₂, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il rappelle la réglementation européenne en matière d'énergie et remet en cause les objectifs énoncés d'ici à 2020. Les auteurs s'interrogent également sur la cohérence de la politique énergétique avec le marché intérieur et les infrastructures de l'Union européenne. Le plan d'action européen d'ici 2050 est remis en question par l'absence de volonté politique des États membres et notamment de la Pologne. Le développement d'une stratégie post-2020 semble compromis par le manque d'ambition des États. Si les membres de l'Organisation des Nations unies n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les objectifs à adopter avant 2015, il sera difficile pour l'Union européenne de s'aligner sur une stratégie. La politique de l'énergie et du climat en Allemagne doit, selon les auteurs, se différencier des initiatives prises au niveau européen afin justement d'influencer l'Europe et d'augmenter ses ambitions en matière énergétique.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ / RESSOURCES STRATÉGIQUES

Énergie / Nucléaire / Adaptation au changement climatique / Allemagne / Europe

Rapport ministériel basé sur des données statistiques passées et présentes • Projections • Horizon 2050 • Recommandations politiques

Erster Monitoring-Bericht „Energie der Zukunft“, Berlin : Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie / Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit (ministères allemands de l'Économie et de la Technologie / de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire), décembre 2012, 130 p. URL : <http://www.bmwi.de/BMWi/Redaktion/PDF/Publikationen/erster-monitoring-bericht-energie-der-zukunft,property=pdf,bereich=bmwi2012,sprache=de,rwb=true.pdf>. Consulté le 15 avril 2013

Depuis septembre 2010, l'Allemagne a décidé de sortir de l'énergie nucléaire. Ce rapport analyse quelles alternatives développer pour garantir une production suffisante d'énergie pour le pays. Le rapport conclut par une liste de 166 recommandations concernant l'efficacité énergétique, le *mix* énergétique, l'amélioration du réseau, les constructions à réaliser, les nouvelles technologies à développer, la politique de transparence et d'acceptation sociale, et enfin les liens européens et à l'international à promouvoir. Il s'agit d'avoir une diplomatie permettant des accords sur le climat et l'énergie, de développer la mise en place de réseaux intelligents de l'énergie en Europe, de faire émerger un plan solaire pour l'énergie en Europe, etc. Le rapport est riche en chiffres et graphiques, avec par exemple des analyses coûts / bénéfices, des anticipations de consommation énergétique des ménages et de l'industrie, etc.

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Énergie / Économie / Sécurité d'approvisionnement / Allemagne / Union européenne

Policy paper d'un institut de recherche en économie appartenant à l'université de Munich en coopération avec le centre de recherche pour l'énergie (FfE), répondant à une commande du ministère fédéral allemand de l'Économie et de la Technologie (BMWi) • Étude analytique en économie • Pas d'horizon spécifique • Présentation disponible en langue anglaise et allemande

BUCHHOLZ Wolfgang, FRANK Jonas, KARL Hans-Dieter, PFEIFFER Johannes, PITTEL Karen, TRIBSWETTER Ursula, HABERMANN Jochen, MAUCH Wolfgang et STAUDACHER Thomas, *Die Zukunft der Energiemärkte: Ökonomische Analyse und Bewertung von Potenzialen und Handlungsmöglichkeiten [The Future of the Energy Markets: An Economic Analysis]*, Munich : ifo Institut, janvier 2013, 332 p. URL : http://www.cesifo-group.de/DocDL/ifo_Forschungsbericht_57.pdf. Consulté le 17 avril 2013

Le ministère fédéral allemand de l'Économie et de la Technologie a sollicité l'ifo Institut pour réaliser une analyse économique du futur du marché de l'énergie et pour lister les moyens d'action qui sont à la portée de l'Allemagne et des États européens en général. Le rapport commence par un état des lieux des objectifs et défis pour le tournant énergétique de l'Allemagne en établissant un triangle vertueux en matière de politique énergétique. Celui-ci lie la viabilité économique, la sécurité d'approvisionnement avec la compatibilité environnementale. Après avoir étudié la réglementation allemande et européenne actuelle, et à venir, en matière d'énergie et de climat, le rapport propose la mise en place de divers

instruments essentiels au tournant énergétique engagé. Ces innovations sont soit la mise en place d'instruments novateurs, soit la refonte de certains existant déjà comme le système européen d'échange de quotas d'émission. La conclusion du rapport prévoit la création d'une politique énergétique européenne, et craint la remise en cause de la politique allemande et l'augmentation des coûts qui en résulteront pour les pays membres.

Australie

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Australie / Défense / Diplomatie / Sécurité nationale

Document officiel du gouvernement australien • Stratégie de sécurité nationale • Document prospectif • Objectifs politiques et stratégiques • Pas d'horizon spécifique

DEPARTMENT OF THE PRIME MINISTER AND CABINET, *Strong and Secure: A Strategy for Australia's National Security*, Canberra : Australian Government, 2013, 58 p. URL : http://www.dpmc.gov.au/national_security/docs/national_security_strategy.pdf. Consulté le 17 avril 2013

Consécutivement à la publication de son livre blanc sur le siècle asiatique, le gouvernement australien redéfinit dans ce document les objectifs stratégiques et diplomatiques de l'Australie en vue de renforcer la sécurité nationale dans les prochaines années. Ce document, préfacé par le Premier ministre Julia Gillard, identifie huit piliers : 1) la lutte contre le terrorisme et l'espionnage ; 2) la lutte contre les attaques visant l'Australie et ses intérêts ; 3) le maintien de l'intégrité territoriale ; 4) la lutte contre le crime organisé ; 5) la promotion d'un environnement international sécurisé ; 6) le renforcement du bien-être de la population australienne ; 7) la réaffirmation de l'alliance avec les États-Unis ; et 8) le renforcement de l'influence de l'Australie dans le monde, en Asie-Pacifique en particulier. Afin de mettre l'accent sur ces piliers, le gouvernement suggère, pour les prochaines années, un engagement accru de l'Australie dans les questions de sécurité en Asie-Pacifique, le développement d'une cyberpolice chargée de lutter contre les nouvelles menaces, et la mise en place de partenariats solides.

FLUX MIGRATOIRES / RELATIONS INTERNATIONALES

Australie / Asie / Commerce / Migrations

Rapport du CIS, centre de recherche indépendant et financé par le privé créé en 1976, spécialisé dans les relations internationales, l'économie et la politique intérieure • Analyse de la littérature et statistique • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

HERSCOVITCH Benjamin, *Australia and the Asian Ascendancy: Why Upskilling is Not Necessary to Reap the Rewards*, St Leonards : Centre for Independent Studies (CIS), *Issue Analysis* n° 137, 19 février 2013, 24 p. URL : <http://www.cis.org.au/images/stories/issue-analysis/ia137.pdf>. Consulté le 17 avril 2013

S'inscrivant dans le débat national sur l'implication de l'Australie en Asie, l'auteur de ce rapport s'appuie sur une riche documentation et de nombreuses statistiques pour analyser

le développement des échanges commerciaux entre l'Australie et les pays asiatiques. L'auteur identifie plusieurs facteurs : 1) sept des dix principaux partenaires commerciaux de l'Australie sont asiatiques ; 2) les échanges ont fortement augmenté ces dernières années, en particulier les exportations australiennes ; 3) les échanges sont unanimement bien accueillis par les acteurs économiques australiens ; 4) les exportateurs ne rencontrent pas de problème lié à une « mauvaise connaissance de l'Asie » dans leurs contacts avec les clients asiatiques ; 5) les principaux foyers des mouvements migratoires vers l'Australie sont asiatiques, ce qui crée des synergies ; et 6) le multiculturalisme de l'Australie est un atout dans ses échanges avec l'Asie. Partant de ce constat, l'auteur recommande aux pouvoirs publics australiens de ne pas s'engager dans une vaste réflexion sur la place de l'Australie en Asie, qu'il estime coûteuse et non nécessaire, compte tenu du potentiel et de la solidité des échanges entre l'Australie et l'Asie.

RELATIONS INTERNATIONALES

Nouvelle-Zélande / Océan Indien / Sécurité / Économie

Analyse de Future Directions International, think-tank indépendant basé dans l'ouest australien depuis 2000, spécialiste de l'océan Indien et de la sécurité énergétique australienne • Analyse politique et économique • Pas de méthode ni d'horizon spécifique

YORK Michael, *New Zealand: National Involvement in the Indian Ocean Region*, Dalkeith : Future Directions International, *Strategic Analysis Paper*, 17 décembre 2012, 9 p. URL : http://www.futuredirections.org.au/files/sap/2012/FDI_Strategic_Analysis_Paper_-_17_December_2012.pdf. Consulté le 17 avril 2013

L'auteur de cette analyse présente les nouvelles orientations de la Nouvelle-Zélande dans l'océan Indien, déclinées sous trois angles : 1) la signature d'accords de libre-échange et la mise en place de liens culturels (stratégie de *soft power*) avec les pays du pourtour ; 2) les investissements néozélandais dans la zone, et le soutien aux entreprises néozélandaises implantées dans l'océan Indien ; et 3) l'engagement diplomatique et stratégique de Wellington, à travers un dialogue avec les acteurs locaux et des initiatives multilatérales. Michael York estime que si l'engagement de la Nouvelle-Zélande dans l'océan Indien a fortement crû au cours des dernières années, il continuera de se développer, par le biais d'initiatives partagées avec Canberra (comme la zone de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande), ou avec le Royaume-Uni.

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Australie / Production et consommation d'énergie

Rapport annuel du BREE, le département de recherche en économie du ministère australien des Ressources, de l'Énergie et du Tourisme • Projections à partir du modèle E4cast • Horizon 2050

SYED Arif, *Australian Energy Projections to 2049-2050*, Canberra : Bureau of Resources and Energy Economics (BREE), décembre 2012, 66 p. URL : <http://www.bree.gov.au/documents/publications/aep/Australian-Energy-Projections-to-2050.pdf>. Consulté le 16 avril 2013

Les projections du secteur de l'énergie présentées dans ce rapport annuel du BREE ont été obtenues grâce à la modélisation E4cast, un modèle d'équilibre partiel dynamique du secteur de l'énergie en Australie. Ce modèle permet d'établir des projections sur la pro-

duction, la consommation et la conversion d'énergie par types d'énergie, par industries et par territoires à l'horizon 2049-2050.

Après avoir dressé un état des lieux de la politique énergétique australienne en 2012, le rapport décrit l'impact de ces politiques sur la situation énergétique future de l'Australie. Il établit ensuite des projections sur la consommation d'énergie et la production d'électricité dans le pays à l'horizon 2050. Enfin, le rapport s'intéresse aux perspectives de long terme de la production et du commerce d'énergie en 2050, en Australie. Les projections montrent que la consommation d'énergie pourrait continuer d'augmenter durant les 40 prochaines années malgré un ralentissement de cette croissance à partir de 2030, ralentissement dû aux gains de productivité, aux politiques de lutte contre le changement climatique et à l'augmentation du prix de l'énergie. Parmi les principaux constats, la part des énergies fossiles dans la production d'électricité en Australie pourrait passer de 87 % en 2013 à 49 % en 2050 et, dans la consommation primaire totale, la part des combustibles fossiles devrait diminuer de 95 % en 2013 à 86 % en 2050.

Brésil

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Ressources énergétiques / Charbon / Recherche / Technologie / Brésil

Ouvrage publié par un centre lié au gouvernement brésilien • Pas de méthodologie spécifique
• Horizon 2035 • Recommandations politiques

ASSUNÇÃO Fernando Cosme Rizzo (sous la direction de), *Roadmap tecnológico para produção, uso limpo e eficiente do carvão mineral nacional: 2012 a 2035*, Brasilia : Centro de Gestão e Estudos Estratégicos (CGEE), *Documentos técnicos* n° 14, novembre 2012, 136 p. URL : <http://www.cgee.org.br/atividades/redirect/7877>. Consulté le 16 avril 2013

Le Centre de gestion des études stratégiques (CGEE) est un organisme public rattaché au ministère brésilien de la Science, de la Technologie et de l'Innovation. Ce rapport dresse un état des lieux de la place du charbon dans l'économie brésilienne et explore la gestion de cette ressource à l'horizon 2035. En premier lieu, ses auteurs soulignent la faible part du Brésil dans la production mondiale de charbon (26^e rang) compte tenu de son rang élevé (13^e) en matière de réserves de ce minerai. Le charbon étant *a priori* l'énergie fossile la plus pérenne, le Brésil devrait l'exploiter et cesser, paradoxalement, de l'importer. Les auteurs proposent donc une feuille de route stratégique fondée sur des politiques publiques favorisant une meilleure exploitation de la ressource.

Pour garantir l'indépendance de la production de charbon, le Brésil doit développer ses propres moyens techniques. Ainsi, dans un deuxième temps, le rapport propose une feuille de route qui pose les jalons de la politique de recherche-développement-innovation à mettre en œuvre. Les auteurs définissent trois champs technologiques à explorer : la carbochimie, les méthodes sidérurgiques et la thermoélectricité. Ils invitent les autorités brésiennes à accroître la coopération avec les pays de référence maîtrisant ces technologies.

En dernier lieu, le collectif de chercheurs définit la stratégie commerciale à adopter pour favoriser les conditions d'un usage commun du charbon sur le plan national : accompagner le marché de la demande notamment dans la production électrique ; optimiser les

ressources humaines liées au secteur ; établir un plan de construction d'infrastructures spécialisées. Enfin, le rapport suggère d'inscrire l'ensemble de ces politiques publiques dans un cadre juridique élaboré et régi par le souci de la protection environnementale.

RESSOURCES STRATÉGIQUES / RELATIONS INTERNATIONALES

Énergie / États émergents / BRICS

Article issu de l'IRI, institut spécialisé en relations internationales, lié à une université brésilienne • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

GOMEZ José María, CHAMON Paulo Henrique et LIMA Sérgio Britto, « Por uma Nova Ordem Energética Global? Potencialidades e Perspectivas da Quastao Energética entre os Pais BRICS », *Contexto Internacional*, vol. 34, n° 2, juillet-décembre 2012, p. 531-396, IRI (Rio de Janeiro). URL : <http://contextointernacional.iri.puc-rio.br/media/6artigo342.pdf>. Consulté le 16 avril 2013

Cet article, publié dans la revue semestrielle *Contexto Internacional* de l'Institut brésilien des relations internationales, fait le point sur l'état des relations entre les BRICS en matière d'énergie, et la possible refonte de l'ordre mondial énergétique qu'ils pourraient mettre en œuvre.

Dans un premier temps, les auteurs analysent la question de l'influence croissante du groupe de pays émergents sur la scène internationale, et leur volonté de jouer un rôle jusqu'ici tenu par les pays développés et leurs fournisseurs d'hydrocarbures. Dans un deuxième temps, l'article s'intéresse au potentiel énergétique de chacun des BRICS compte tenu du contexte économique et politique international, et des nécessités du développement durable. Enfin, l'étude dresse un état des lieux des tensions et complémentarités entre les BRICS, en mettant en exergue les possibilités et les limites de leur coopération dans le secteur énergétique. Les auteurs en concluent que le potentiel énergétique et les liens diplomatiques des BRICS pourraient leur permettre de former un nouveau pôle de puissance sur les marchés de l'énergie.

Canada

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RESSOURCES STRATÉGIQUES

Arctique / Canada / Russie / Souveraineté / Peuples autochtones

Rapport du CDFAI, think-tank indépendant et non partisan, spécialisé dans les questions de défense et de relations internationales du Canada • Étude de cas • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

WALLACE Ron, *The Case for RAIPON: Implications for Canada and the Arctic Council*, Calgary : Canadian Defence and Foreign Affairs Institute (CDFAI), février 2013, 16 p. URL : <http://www.cdfai.org/PDF/The%20Case%20for%20RAIPON.pdf>. Consulté le 17 avril 2013

Ce rapport se penche sur le développement de nouvelles initiatives en Russie visant à contrôler et réduire les « influences étrangères », par le biais notamment du financement d'organisations non gouvernementales. En prenant le cas de la RAIPON (Russian Asso-

ciation of the Indigenous Peoples of the North, Siberia and Far East), qui voit son existence menacée par l'absence de fonds étrangers, et en s'appuyant sur les développements récents, l'auteur invite le gouvernement fédéral canadien — fortement engagé dans le dialogue multilatéral sur la gestion de l'Arctique concernant tant ses ressources, l'identification de ses zones de souveraineté que le sort des peuples autochtones — : 1) à multiplier ses efforts en vue de rétablir un dialogue Russie / Ouest qui pourrait se détériorer suite à ces initiatives unilatérales ; 2) à responsabiliser Moscou sur le sort des peuples autochtones ; 3) à recentrer les efforts du Conseil de l'Arctique afin de mettre en place de nouvelles directives pour les États membres et de favoriser une approche multilatérale ; et 4) à renforcer la place du Canada au sein du Conseil de l'Arctique.

États-Unis

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Terrorisme

Rapport de la Brookings, un des plus grands think-tanks en sciences sociales des États-Unis • L'auteur a 26 ans d'expérience dans le renseignement (National Counterterrorism Center, Defense Intelligence Agency's Joint Intelligence Task Force-Combating Terrorism, JITF-CT) • Travaux relevant de la 21st Century Defense Initiative • Pas d'horizon spécifique

BLAKE Randall A., *The Next Chapter of Global Terrorism: New Realities Transcending Old 9/11 Paradigms*, Washington, D.C. : Brookings Institution (Foreign Policy at Brookings), 21st Century Defense Initiative Policy Paper, décembre 2012, 46 p. URL : <http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2012/12/terrorism%20security%20blake/security%20counterterrorism%20blake>. Consulté le 15 avril 2013

Le rapport étudie l'évolution du terrorisme depuis la mort de Ben Laden. L'Asie du Sud (Inde, Pakistan) reste une zone sensible. Par ailleurs, des formes de « factionnalisme » se développent avec un risque d'émergence de nouveaux extrémistes. Il est possible que des terroristes puissent se procurer des armes chimiques ou biologiques en Syrie. De la même façon, l'instabilité de la Libye est porteuse de risques dans la région d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et d'Al-Qaïda en Irak. Des milices locales peuvent apporter des soutiens logistiques non négligeables. Enfin, la communication par Internet rend plus probable le recrutement de citoyens de pays de l'Ouest par des réseaux terroristes. L'usage des technologies de l'information pourrait donner lieu à des attaques terroristes cyber, et ce en lien avec la démocratisation des savoirs scientifiques et technologiques.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Emploi et formation / Technologies de l'information / Cartographie des risques / Systèmes d'information géographique / Traitement de données

Rapport du National Research Council, qui fait autorité aux États-Unis sur de nombreux sujets de recherche • Horizon 2030

COMMITTEE ON THE FUTURE OF U.S. WORKFORCE FOR GEOSPATIAL INTELLIGENCE, BOARD ON EARTH SCIENCES AND RESOURCES, BOARD ON HIGHER EDUCATION AND WORKFORCE,

DIVISION ON EARTH AND LIFE STUDIES et NATIONAL RESEARCH COUNCIL, *Future U.S. Workforce for Geospatial Intelligence*, Washington, D.C. : The National Academies Press, janvier 2013, 172 p. URL : http://www.nap.edu/catalog.php?record_id=18265. Consulté le 15 avril 2013

Le rapport identifie 10 domaines de compétences en pleine évolution dans le champ du renseignement géospatial : la géodésie, la photogrammétrie, le *remote sensing* (capacité de percevoir à distance comment évolue une situation, télédétection), la cartographie, les systèmes d'information géographique, le *crowdsourcing* (intégration de données), la fusion (agrégation de données géospatiales), la géographie humaine, la prévision et le *visual analytics* (ou comment une interface visuelle permet ou non de synthétiser une grande quantité de données).

Il identifie les grands manques en termes de formation initiale, de formation continue, de recrutement, pour assurer aux États-Unis une bonne main-d'œuvre et une bonne expertise dans ces filières de pointe, au service de la sécurité et de la défense, à l'horizon 2030. Les disciplines comme l'informatique, les mathématiques, la statistique, sont les domaines dans lesquels il y aura d'importants besoins de main-d'œuvre. Pour combler des manques en expertise à plus court terme, des *virtual centres* et autres ateliers de formation professionnelle pourraient être développés.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Menaces émergentes / Conflits asymétriques / Systèmes d'alliances / États du Conseil de coopération du Golfe

Étude issue d'un centre de recherche américain de plus de 20 ans, spécialisé en stratégie et relations internationales • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

CORDESMAN Anthony H. et BURKE Arleigh A., *Securing the Gulf: Key Threats and Options for Enhanced Cooperation*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), Burke Chair in Strategy, 19 février 2013, 87 p. URL : http://csis.org/files/publication/130219_Securing_the_Gulf.pdf. Consulté le 16 avril 2013

Ce document s'attache à analyser les menaces auxquelles les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG) doivent faire face, et notamment les menaces émergentes, à la fois complexes et « hybrides ». Il s'agit du terrorisme et des menaces sociales intérieures, de guerres de faible intensité asymétriques, de guerres conventionnelles et enfin des armes de destruction massive. Ces menaces émanent en partie des adversaires des États du CCG, comme l'Iran et les groupes terroristes, qui exploiteront toute faiblesse perçue avec des moyens aussi peu coûteux que possible. Il est à l'avenir indispensable que ces États améliorent leur coopération, et renforcent leur autonomie en matière de sécurité et de défense.

L'auteur estime qu'il existe un risque réel de conflit majeur dans le Golfe dans les prochaines années, qui mêlerait guerre asymétrique et guerre conventionnelle. Par ailleurs, chaque État devrait définir une politique de défense pour faire face à l'hypothèse d'un Iran devenu puissance nucléaire. Il est entre autres indispensable que les États du CCG diminuent leur dépendance à l'égard des États-Unis en se dotant de forces réellement capables d'agir.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Prolifération nucléaire / Dissuasion / Arabie Saoudite

Rapport d'un centre de recherche américain spécialisé sur les questions de défense • Méthode des scénarios • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

KAHL Colin H., DALTON Melissa et IRVINE Matthew, *Atomic Kingdom: If Iran Builds the Bomb, Will Saudi Arabia Be Next?* Washington, D.C. : Center for a New American Security, février 2013, 52 p. URL : http://www.cnas.org/files/documents/publications/CNAS_AtomicKingdom_Kahl.pdf. Consulté le 16 avril 2013

Les auteurs, chercheurs au Center for a New American Security, questionnent dans cet article l'assertion communément admise selon laquelle l'accession de l'Iran au rang de puissance nucléaire provoquerait une réaction de nucléarisation immédiate de l'Arabie Saoudite. Cependant, les trois auteurs réfutent ces arguments en opposant le fait que même si l'Arabie Saoudite pourrait être tentée d'acquiescer une forme de protection nucléaire, cette dernière serait très vite dissuadée de le faire face aux risques stratégiques induits, notamment à l'égard de son alliance privilégiée avec les États-Unis, ou en termes d'amplification de l'insécurité régionale ou encore de sanctions internationales. Ainsi, les auteurs concluent que l'hypothèse de prolifération réactive demeure peu probable, même si elle n'est pas nulle. Les auteurs formulent trois recommandations à l'intention des décideurs américains : 1) mettre l'accent sur la prévention, tout en se préparant à l'action ; 2) rendre la perspective de nucléarisation saoudienne inaccessible ; 3) consolider les liens avec le Pakistan afin d'influencer sa politique à l'égard de l'Arabie Saoudite.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Insurrection / Guerre asymétrique / Doctrine de contre-insurrection

Article publié par deux chercheurs de la RAND, think-tank américain réputé pour ses travaux sur les politiques publiques, notamment en matière de sécurité et de défense • Analyse quantitative et qualitative • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

JONES Seth G. et JOHNSTON Patrick. B., « The Future of Insurgency », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 36, n° 1, 2013, 25 p., RAND Corporation (Santa Monica). URL : http://www.rand.org/pubs/external_publications/EP51291.html. Consulté le 16 avril 2013

Les auteurs, deux chercheurs de la RAND, dressent dans ce document une analyse des trajectoires historiques clefs de l'insurrection. Basé sur une analyse qualitative et quantitative, leur article expose quatre variables : les causes d'insurrection, le soutien externe, les stratégies et les tactiques. Les auteurs concluent que deux formes d'insurrection domineront le XXI^e siècle : « l'insurrection spirituelle » et « l'insurrection commerciale ». Le premier type d'insurrection prend racine dans le malaise lié aux processus de modernisation et au sentiment d'injustice, tandis que le second type est guidé par un désir d'enrichissement. La domination de l'un de ces deux types d'insurrection varie selon les régions du monde. L'Amérique latine est prompte à développer une insurrection de type commercial tandis que le Moyen-Orient est sujet à l'insurrection spirituelle ; les pays de l'ex-bloc soviétique, eux, mélangeraient les deux.

À l'aune de leur analyse, les chercheurs estiment que l'insurrection pourrait devenir une forme de conflit interétatique dans le cas où les insurgés s'unissent et bénéficient d'un

fort soutien d'États. En conclusion, les stratégies de la contre-insurrection devraient retenir que le savoir dans le domaine est rapidement obsolète et que de nouvelles structures d'analyse devraient être définies afin d'appréhender les dimensions complexes du phénomène, notamment la variable psychologique.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Innovation / Technologie / Stabilité stratégique / États-Unis

Chapitre d'un ouvrage issu d'un centre de recherche de l'U.S. Army • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

LEHMAN II Ronald F., « **Future Technology and Strategic Stability** », in Elbridge A. COLBY, Michael S. GERSON (sous la direction de), *Strategic Stability: Contending Interpretations*, Carlisle : Strategic Studies Institute (SSI) et U.S. Army War College Press, février 2013, chapitre 5, p. 147-199. URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/display.cfm?pubID=1144>. Consulté le 16 avril 2013

Cette contribution de Ronald Lehman II est extraite d'un livre publié par le Strategic Studies Institute, organisme dépendant de l'armée de terre américaine conduisant des recherches dans le but d'offrir des réflexions stratégiques au département de la Défense. Ce chapitre examine les interactions et les liens entre la stabilité stratégique et la technologie, notamment nucléaire. Cette dernière illustre en effet le rôle de la technologie comme élément stabilisateur des relations internationales, aux côtés d'autres facteurs militaires, économiques ou politiques. L'auteur s'interroge ainsi sur la façon dont les innovations technologiques vont être facteurs de stabilité ou d'instabilité dans les prochaines décennies, dans des domaines comme la science des matériaux, la robotique, les nanotechnologies, la biologie synthétique, la génétique, les technologies de l'information, etc. Selon l'auteur, l'analyse de la technologie et de la stabilité stratégique doit intégrer la dynamique de changement et d'incertitude, notamment par le biais de l'élaboration de scénarios visant à évaluer l'impact des innovations sur les matériels de défense.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Emploi / Énergie / Chine / Kenya / Insécurité / Éducation / Diaspora

Rapport de la Brookings, un des plus grands think-tanks en sciences sociales des États-Unis • Rédigé dans le cadre de l'Africa Growth Initiative qui réunit des chercheurs en relations internationales proposant une expertise et des solutions innovantes pour promouvoir le développement économique de l'Afrique • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

AGBOR Julius, JOSEPH Richard, KAMAU Anne W., KIMENYI Mwangi S., MAJEROWICZ Stephanie, MBAKU John Mukum, MOSS Todd, PAGE John, SMITH Jessica, SUN Yun et WATKINS Kevin, *Foresight Africa: Top Priorities for the Continent in 2013*, Washington, D.C. : Brookings Institution (Africa Growth Initiative at Brookings), janvier 2013, 34 p. URL : http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2013/01/foresight-africa/foresight-africa_2013. Consulté le 15 avril 2013

Dans ce rapport, deux chapitres concernent les problématiques qui nous intéressent. L'un traite des relations sino-africaines : selon les auteurs, dans les années à venir, la Chine va continuer de chercher le soutien politique de l'Afrique aux Nations unies ou sur des sujets

particuliers comme son conflit avec Taiwan. Par ailleurs, l'intérêt de la Chine pour les ressources naturelles présentes en Afrique devrait s'accroître. Un autre chapitre du rapport évoque l'insécurité en Afrique due à l'inégal développement des différents pays du continent. L'auteur émet plusieurs recommandations pour remédier à ce qu'il appelle « le développement discordant de l'Afrique » : la mise en place d'institutions démocratiques solides et la reconnaissance de la société civile, l'étude du pays dans sa globalité (culture, histoire etc.), sans se polariser uniquement sur les problèmes de sécurité, l'assurance de techniques électorales plus justes.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Systèmes d'alliances / Asie-Pacifique / Australie / Corée du Sud / États-Unis / Japon / Philippines / Thaïlande

Étude d'un centre de recherche américain de plus de 20 ans, spécialisé en stratégie et relations internationales • Pas de méthodologie spécifique, mais présence de projections • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

BAKER Carl et GLOSSERMAN Brad (sous la direction de), *Doing More and Expecting Less: The Future of US Alliances in the Asia Pacific*, Honolulu : Pacific Forum CSIS (Center for Strategic and International Studies), *Issues & Insights* vol. 13, n° 1, janvier 2013, 106 p. URL : http://csis.org/files/publication/IssuesInsights_vol13no1.pdf. Consulté le 16 avril 2013

Cette étude examine le rôle des alliances américaines dans la zone Asie-Pacifique, évalue leurs évolutions possibles et formule des recommandations politiques. Elle a été effectuée par un groupe de chercheurs qui se sont rencontrés régulièrement pendant trois ans. Après avoir exposé le fondement et le passé des relations entre les États-Unis et chacun des pays alliés (Japon, Corée du Sud, Australie, Philippines, Thaïlande), l'étude propose plusieurs options pour les décideurs américains : une alliance intégrée de type OTAN ; des mécanismes de coordination tri- ou quadrilatérale ; une réduction des liens bilatéraux pour favoriser les organisations de sécurité régionales ou les coalitions *ad hoc*.

Le document est séparé en chapitres bilatéraux, puis formule des recommandations. Chaque chapitre bilatéral comprend une partie sur l'évolution (ou les évolutions) future(s) possible(s) de l'alliance entre les États-Unis et le pays concerné.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Construction de l'État-nation / Acteurs / Indicateur de performance

Rapport de la RAND, think-tank américain réputé pour ses travaux sur les politiques publiques, notamment en matière de sécurité et de défense • Études de cas (qualitatives) • Analyses quantitatives • Pas d'horizon spécifique

DOBBINS James, MILLER Laurel E., PEZARD Stephanie, CHIVVIS Christopher S., TAYLOR Julie E., CRANE Keith, TRENKOV-WERMUTH Calin et MENGISTU Tewodaj, *Overcoming Obstacles to Peace: Local Factors in Nation-building*, Santa Monica : RAND Corporation (avec

le soutien de la Carnegie Corporation of New York), janvier 2013, 352 p. URL : http://www.rand.org/pubs/research_reports/RR167.html. Consulté le 15 avril 2013

Le rapport s'appuie sur six études de cas (qualitatives) de reconstruction de l'État-nation (Cambodge, Salvador, Bosnie-Herzégovine, Timor, Sierra Leone et République démocratique du Congo), en situation postconflit, puis sur une analyse quantitative, basée sur 20 cas d'interventions des Nations unies, de l'Europe ou des États-Unis. Ce rapport fait suite à des travaux antérieurs sur la construction de l'État-nation, où le *focus* portait sur le rôle des intervenants extérieurs. Ici il s'agit de comprendre l'influence de la société civile locale dans le processus de reconstruction de l'État-nation après conflit.

Le rapport analyse les facteurs locaux internes à un pays, permettant le retour de l'État-nation après une période de conflit et d'instabilité, en étudiant comment la sécurité, l'état de droit, la démocratie et le développement économique ont pu reprendre le dessus. Il souligne les obstacles principaux au retour de l'État-nation : la xénophobie, la répartition inégale des ressources, les divisions ethniques, la faiblesse des institutions, entre autres. Le rapport met l'accent sur le rôle des *Patronage Networks* (« réseaux de patronage » dits aussi réseaux ethno-politiques de favoritisme) dans le retour de l'État-nation. Ce sont sur eux que peuvent s'appuyer les intervenants extérieurs pour rétablir un État-nation, ainsi que sur les soutiens régionaux des pays limitrophes et le soutien des niveaux les plus locaux de la société au sein du pays à stabiliser.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Tendances / Risques de rupture / États-Unis / Chine / Inde / Iran / Syrie / Corée / Afghanistan

Rapport de la Brookings, un des plus grands think-tanks en sciences sociales des États-Unis • Les auteurs sont des chercheurs en relations internationales qui ont, chacun, rédigé un chapitre thématique sous forme de mémorandum adressé au président Obama • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques ou stratégiques

INDYK Martin, MADAN Tanvi et WRIGHT Thomas (sous la direction de), *Big Bets & Black Swans: A Presidential Briefing Book. Policy Recommendations for President Obama's Second Term by the Foreign Policy Scholars at Brookings*, Washington, D.C. : Brookings Institution (Foreign Policy at Brookings), janvier 2013, 123 p. URL : <http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2013/1/big-bets-black-swans/big-bets-and-black-swans-a-presidential-briefing-book.pdf>. Consulté le 15 avril 2013

Le rapport rassemble différents mémos adressés au président Obama et classés en deux catégories : les *big bets* (les grands paris d'avenir), qui sont les sujets sur lesquels le président devrait investir son pouvoir et son temps afin d'avoir un impact fort dans le monde (investir en Inde, retourner Téhéran par des pressions diplomatiques et économiques, etc.) ; et les *black swans* (des événements *a priori* imprévisibles, qui ont une faible probabilité d'arriver mais qui, s'ils survenaient, auraient des conséquences majeures), qui pourraient empêcher le président d'atteindre ses objectifs, s'il ne prend pas dès à présent des mesures pour s'en prémunir (risque de guerre en Chine, risque de faillite de la zone euro, risque de confrontation en Corée, risque de chaos à Kaboul, etc.).

Chaque mémo fait le tour des enjeux clefs sous la forme d'un état des lieux puis propose des recommandations stratégiques pour le président.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Prolifération nucléaire / Dissuasion / Pays du golfe Persique / Iran

Document issu d'un centre de recherche de la Brookings, un des plus grands think-tanks en sciences sociales des États-Unis • Méthodologie reposant sur des scénarios et des options • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

MALONEY Suzanne, *Thinking the Unthinkable: The Gulf States and the Prospect of a Nuclear Iran*, Washington, D.C. : Brookings (Saban Center at Brookings), *Middle East Memo* n° 27, janvier 2013, 25 p. URL : http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Papers/2013/1/25%20iran%20maloney/0125_iran_maloney.pdf. Consulté le 16 avril 2013

Ce papier examine la posture des États du golfe Persique à l'égard de la perspective d'un Iran nucléaire et de la cascade de prolifération qui pourrait suivre. Avec la progression du programme nucléaire iranien, les petits États du golfe Persique doivent faire face au dilemme de la préparation d'un scénario de la nucléarisation de la région, tout en participant de plus en plus solidement aux efforts internationaux pour exclure cette éventualité. À certains égards, l'auteur considère que la situation des pays du Golfe est unique. Contrairement à Israël, autre État qui perçoit une menace existentielle face à l'Iran, les États du golfe Persique ne disposent pas d'une force de dissuasion nucléaire.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Positionnement des États-Unis / Asie centrale / Post-Afghanistan

Étude d'un centre de recherche américain de plus de 20 ans, spécialisé en stratégie et relations internationales • Pas de méthodologie spécifique • Horizon post-2014 • Recommandations politiques

MANKOFF Jeffrey, *The United States and Central Asia after 2014: A Report of the CSIS Russia and Eurasia Program*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), janvier 2013, 44 p. URL : http://csis.org/files/publication/130122_Man_koff_USCentralAsia_Web.pdf. Consulté le 16 avril 2013

Ce rapport du CSIS analyse le rôle que les États-Unis pourraient être amenés à jouer suite au retrait des troupes américaines d'Afghanistan en 2014. Le retrait américain d'Afghanistan réduira incontestablement le niveau de la sécurité collective de la région et constituera un défi de taille pour l'administration Obama. Cette dernière se verra dans l'obligation de constituer de nouveaux partenariats afin de réduire les menaces d'instabilité politique régionale. Le retrait devrait altérer la nature et l'ampleur des intérêts américains dans la région, et avoir un double impact : la Chine, la Russie et l'Inde devraient accroître leur influence de manière significative, tandis que les intérêts américains devraient se heurter à ceux de l'Iran.

L'auteur conclut que les États-Unis ont encore un rôle important à jouer dans la région, notamment en offrant aux pays de la zone une alternative au *leadership* russe et chinois. De plus, ce chercheur recommande aux États-Unis de soutenir une politique de coopération avec la Russie. Les Américains devraient également mettre en place des dispositifs de coopération permettant aux pays de la région d'améliorer leur gouvernance. La faiblesse de cette dernière offre un terrain fertile à l'exacerbation des extrémismes dans la région.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Politique de sécurité et de défense / Perception des menaces / Chine

Livre publié par une université américaine • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

NATHAN Andrew J. et SCOBELL Andrew, *China's Search for Security*, New York : Columbia University Press, novembre 2012, 432 p. URL : http://www.rand.org/pubs/commercial_books/CB531.html. Consulté le 16 avril 2013

Les deux chercheurs utilisent dans cet ouvrage la variable historique afin de mettre en relief les institutions et les personnes qui façonnent le processus de décision chinois, notamment en politique étrangère. Selon les deux auteurs, malgré la taille imposante de sa population, sa vitalité économique et sa volonté de mettre à niveau ses capacités militaires, la Chine reste un pays vulnérable entouré de rivaux puissants et d'ennemis potentiels. La clef pour comprendre la politique étrangère de la Chine est de saisir ces enjeux géostratégiques qui persistent.

Les auteurs analysent les problèmes de sécurité de la Chine sur quatre fronts : interne, avec ses voisins immédiats, avec ses voisins régionaux, et dans le monde. En éclairant les questions de conduite politique chinoise, ils offrent de nouvelles perspectives sur la montée en puissance de la Chine, et une stratégie pour équilibrer les intérêts chinois et américains en Asie.

Les décideurs chinois comprennent que la prospérité de la nation, sa stabilité et sa sécurité dépendent de la coopération avec les États-Unis, et si elles étaient appréhendées correctement, les relations entre les deux pays pourraient produire des résultats mutuellement bénéfiques en Asie et dans le monde. Le livre se termine par des recommandations destinées aux États-Unis, pour qu'ils gèrent au mieux la montée en puissance de la Chine.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ / RESSOURCES STRATÉGIQUES

Science et technologie / Changement climatique / Flux migratoires

Ouvrage publié par un ancien vice-président démocrate américain • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

GORE Albert A., *The Future: Six Drivers of Global Change*, New York : Random House, janvier 2013, 592 p. URL : <http://atrandom.com/the-future/>. Consulté le 16 avril 2013

L'ancien vice-président américain Al Gore a publié ce livre en janvier 2013. Les six tendances lourdes (*drivers*) qu'il identifie sont : 1) le travail dans une économie mondialisé ; 2) le pouvoir, avec un basculement du pouvoir des États-nations vers les entreprises multinationales ; 3) l'Internet ; 4) la biotechnologie ; 5) la démographie face à la raréfaction des ressources ; et 6) le changement climatique. Pour chacun de ces facteurs, Al Gore présente les dangers qu'il représente pour l'humanité, avant de fournir des solutions envisageables. Selon lui, tous ces défis à venir pourraient être relevés en rétablissant les responsabilités démocratiques en s'assurant que chaque question est débattue collectivement afin de définir dans quel type de monde l'humanité souhaite vivre. L'ensemble de l'ouvrage semble osciller entre optimisme prudent, catastrophisme et idéalisme.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ / RESSOURCES STRATÉGIQUES

États-Unis / Sécurité énergétique / Énergie renouvelable / Climat / Gouvernance

Audition de la directrice du programme Climat et énergie du WRI, think-tank indépendant, spécialisé dans les questions climatiques, l'énergie et la gouvernance, devant la Sous-Commission pour l'énergie et le commerce à la Chambre des représentants • Analyse de la situation actuelle • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

MORGAN Jennifer, *Testimony: American Energy Security and Innovation - An Assessment of North America's Energy Resources*, Washington D.C. : World Resources Institute (WRI), audition à la Chambre des représentants du Congrès américain, 5 février 2013, 30 p. URL : http://pdf.wri.org/testimony_assessment_north_america_energy_resources.pdf. Consulté le 17 avril 2013

Selon Jennifer Morgan, auditionnée par des membres de la Chambre des représentants, les États-Unis doivent prendre en compte les enjeux liés au réchauffement climatique pour mettre en place une politique énergétique durable et clairement définie. Pour ce faire : 1) les États-Unis doivent intégrer les risques climatiques dans la prise de décision politique ; 2) ils doivent tenir compte du fait que le changement climatique a un impact sur les ressources énergétiques américaines ; 3) le Congrès doit renforcer son soutien aux énergies renouvelables ; 4) un audit indépendant doit être conduit sur les opportunités et les risques liés à l'exploitation du gaz naturel ; le développement des énergies renouvelables est une opportunité économique et peut générer des créations d'emplois ; 5) les autorités fédérales doivent définir des objectifs précis en matière d'énergies renouvelables afin d'assurer le succès. Le Congrès a, à cet égard, selon elle, un rôle considérable à jouer en établissant un lien entre l'administration fédérale et les États.

RELATIONS INTERNATIONALES

Relations sino-américaines / Nucléaire / Lutte contre la prolifération / Contrôle des armements / Coopération scientifique et technique

Compte rendu sous forme d'un rapport issu d'une rencontre entre experts américains et chinois organisée par plusieurs instituts • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

DUNN Lewis A. (sous la direction de), *Building Toward a Stable and Cooperative Long-Term U.S.-China Strategic Relationship: Results of a Track 2 Joint Study by U.S. and Chinese Experts. December 31 2012*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), *Issues & Insights* vol. 13, n° 2, février 2013, 151 p. URL : http://csis.org/files/publication/issuesinsights_vol13no2.pdf. Consulté le 16 avril 2013

Ce rapport, issu d'un colloque organisé par CSIS, avec la participation de la Science Applications International Corporation et de la China Arms Control and Disarmament Association, et le soutien de l'U.S. National Nuclear Security Administration et de la Ford Foundation, explore les relations entre les États-Unis et la Chine. Selon les auteurs, la forme prise par cette relation sera décisive et marquera le XXI^e siècle. Les auteurs examinent les évolutions potentielles que pourraient connaître ces relations, ainsi que leurs implications. Si les États-Unis et la Chine devaient opter pour une relation coopérative et stable, les deux États en bénéficieraient mutuellement, ce qui servirait leurs intérêts politiques et économiques. Le document se penche sur la possibilité d'une coopération élargie dans

des domaines comme la lutte contre la prolifération nucléaire, la coopération technologique et scientifique, ou encore le contrôle international des armes. En revanche (et sans surprise), une relation plus conflictuelle porterait atteinte à leur sécurité et à la stabilité des deux pays.

RELATIONS INTERNATIONALES

Évolutions sociologiques et démographiques / Changement politique / Pays émergents / Asie

Livre d'un penseur singapourien réputé, ancien diplomate deux fois ambassadeur de Singapour auprès des Nations unies • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations d'ordre général

MAHBUBANI Kishore, *The Great Convergence: Asia, the West, and the Logic of One World*, New York : Public Affairs, février 2013, 328 p. URL : <http://www.publicaffairsbooks.com/publicaffairsbooks-cgi-bin/display?book=9781610390330>. Consulté le 17 avril 2013

Ce livre analyse les effets de l'émergence d'une classe moyenne mondiale qui apporterait une convergence sans précédent des intérêts et des perceptions de ses membres. En 2020, la moitié des classes moyennes habitera en Asie. Selon l'auteur, une nouvelle civilisation mondiale serait sur le point de se mettre en place. Le point clef de cet ouvrage est que les classes moyennes portent des intérêts et des perceptions communes, ce qui contribuera à une stabilité mondiale bien plus importante à l'avenir. Optimiste, l'auteur estime que les États devraient pondérer la préservation de leurs intérêts nationaux en prenant en compte les intérêts mondiaux. Il appelle l'Occident à davantage partager le pouvoir au niveau mondial, et à l'intégration plus importante de la Chine, de l'Inde, de l'Afrique et du monde musulman.

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Besoins énergétiques / Énergies renouvelables / Asie du Sud-Est

Rapport issu d'un centre de recherche américain de plus de 20 ans, spécialisé en stratégie et relations internationales • Pas de méthodologie spécifique • Horizon généralement retenu : 2030 • Recommandations politiques

HIEBERT Murray, PUMPHREY David L., POLING Gregory B. et WALTON Molly A., *Sustainable Energy Futures in South-East Asia: A Report of the CSIS Chair for Southeast Asia Studies and the Energy and National Security Program*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), décembre 2012, 72 p. URL : http://csis.org/files/publication/130102_Bower_SustainableEnergy_Web.pdf. Consulté le 16 avril 2013

Ce rapport évalue les effets de la croissance économique attendue de cinq pays d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viêt-nam) sur la demande énergétique. Avec une croissance de 6 % par an d'ici à 2030, la place de ces pays devrait dépasser à cet horizon celle du Japon. En termes de capacités énergétiques, leurs besoins devraient croître de 20 % à 40 %, et sans grandes ressources naturelles, ils devraient accroître leurs importations énergétiques et rechercher de nouvelles sources d'énergie, notamment nucléaire, mais aussi solaire, éolienne et issue de la biomasse. Ceci devrait se traduire par l'importation de la plus grande partie, si ce n'est la totalité, des équipements

nécessaires pour produire cette énergie. Cette donne représente une opportunité pour les sociétés américaines, mais surtout pour les entreprises chinoises qui les ont supplantées dans la région. Le document s'achève par une série de recommandations à destination des décideurs d'Asie du Sud-Est et américains.

Inde

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Relations stratégiques / Risques de conflits / Inde

Rapport issu d'un centre de recherche indien indépendant, spécialisé dans les questions de sécurité et de défense • Méthode des scénarios • Horizon stratégique 2030 • Recommandations politiques

DAHIYA Rumel et BEHURIA Ashok K. (sous la direction de), *India's Neighbourhood: Challenges in the Next Two Decades*, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), 2012, 256 p. URL : http://www.idsa.in/system/files/book_IndiaNeighbourhood.pdf. Consulté le 16 avril 2013

Cette étude, menée par un collectif de 13 chercheurs, se penche sur les évolutions possibles, dans les 20 prochaines années, des relations entre l'Inde et ses voisins : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Chine, Maldives, Birmanie, Népal, Pakistan et Sri Lanka. Les principaux éléments du rapport sont les suivants. La situation géopolitique du voisinage de l'Inde devrait changer significativement d'ici 2030 compte tenu des incertitudes liées à l'économie mondiale, à l'instabilité chronique de la région Afghanistan-Pakistan, à la pression démographique, ou encore aux effets du changement climatique. Toutefois, il existe des signes d'un plus grand désir d'intégration économique, de renforcement des institutions démocratiques et de coopération régionale. L'Inde sera donc confrontée à la fois à des défis liés à l'instabilité de certains de ses voisins et à des opportunités renforçant sa sécurité. Chaque chapitre analyse la situation au sein de chacun des pays voisins, avant d'établir des scénarios d'évolution. Ainsi, pour l'Afghanistan, des éléments clefs sont tout d'abord identifiés : objectifs et stratégie futurs des États-Unis ; paix et réconciliation avec les insurgés ; avenir des forces de sécurité afghanes ; politique des États de la région. Ensuite, plusieurs scénarios sont proposés : un Afghanistan fortement déstabilisé ; un Afghanistan fragile, mais relativement stable ; un Afghanistan balkanisé.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Sécurité régionale / Coopération / Asie du Sud-Est

Rapport issu d'un centre de recherche indien indépendant, spécialisé dans les questions de sécurité et de défense • L'auteur est un spécialiste des formes d'insurrection maoïstes en Asie du Sud-Est (notamment au Népal) • Analyse de la littérature • Pas d'horizon spécifique

NAYAK Nihar (sous la dir. de), *Cooperative Security Framework for South Asia*, New Delhi : Institute for Defense Studies and Analysis (IDSA), 2013, 281 p. URL : http://www.idsa.in/sites/default/files/book_CooperativeSecurity.pdf. Consulté le 15 avril 2013

Le rapport étudie la possibilité de coopérations de sécurité en Asie du Sud-Est. Un des obstacles reste l'écart existant entre les capacités économiques et militaires de l'Inde, et celles du reste de ses voisins, mais aussi le déficit de confiance mutuelle surtout sur les questions de défense. Par ailleurs, les différents États de la région n'ont pas la même analyse des menaces et des risques.

À ce jour il existe une structure, la South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC), qui joue un rôle d'entité de coopération dans différents domaines sécuritaires comme le contre-terrorisme, la sécurité alimentaire et énergétique, les catastrophes naturelles, etc. Mais les progrès sont lents et la SAARC n'a joué jusqu'à présent qu'un rôle mineur lors de conflits dans la région.

En conclusion, le rapport souligne l'opposition entre deux écoles de pensée : celle du *statu quo* qui tente de s'appuyer sur un développement progressif de la SAARC à travers une approche globale de la sécurité et celle qui souligne davantage le rôle clef d'acteurs étatiques extérieurs dans les interactions régionales (notamment États-Unis, Russie) et d'acteurs étatiques locaux, qui sont plus forts que les faibles institutions coopératives de la SAARC mises en place jusqu'à présent.

Royaume-Uni

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Cybersécurité / Cyberspace / Risques stratégiques

Policy paper de la Chatham House, think-tank indépendant fondé en 1920 qui fournit des analyses régulières en politique internationale • Études de cas • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques et stratégiques

CLEMENTE Dave, *Cyber Security and Global Interdependence: What Is Critical?*, Londres : Chatham House (The Royal Institute of International Affairs), février 2013, 46 p. URL : http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/International%20Security/0213pr_cyber.pdf. Consulté le 18 avril 2013

Ce *policy paper* s'interroge sur les risques des cyberattaques pour les gouvernements et les entreprises privées du monde entier. Il s'attache dans un premier temps à définir ce qui peut être considéré comme risque « critique » dans la société moderne et cherche à élaborer des niveaux de « criticité ». Le rapport étudie essentiellement les cas de l'Union européenne, de la Russie, du Japon et du Brésil pour comprendre comment ils définissent la notion de « criticité ». Il insiste sur le fait que les États ne prennent pas assez en compte la rapidité du changement et se trompent dans la classification des risques.

Deux cas sont donnés en exemple pour illustrer le manque de hiérarchisation des risques par les États. Tous deux proviennent d'erreurs du département de la Sécurité intérieure des États-Unis qui, faute de bien distinguer les risques de haute importance, s'est retrouvé avec un nombre de données bien trop grand et a altéré le fonctionnement de ses infrastructures.

Les recommandations constituent la partie essentielle du rapport. Elles donnent les fondements pour diminuer les risques au sein du cyberspace mondial : adaptabilité, hiérarchisation des priorités, incitations économiques, coopération entre États.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Cybersécurité / Cyberspace / Stratégie de défense / Royaume-Uni

Rapport officiel du Comité de défense de la Chambre des communes sur la défense et la cybersécurité • Résultat de discussions et d'auditions • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

HOUSE OF COMMONS DEFENCE COMMITTEE, *Defence and Cyber-Security : Sixth Report of Session 2012-13*, vol. 1 « Report, together with formal minutes, oral and written evidence », Londres : The Stationery Office, janvier 2013, 99 p. URL : <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmselect/cmdfence/106/106.pdf>. Consulté le 18 avril 2013

Ce rapport du Parlement britannique fait suite à la Stratégie de sécurité nationale (NSS) de 2010 qui évoque la menace grandissante d'une cyberattaque pour les citoyens, le gouvernement et le secteur privé britanniques. Des exemples dans l'actualité comme la publication de milliers d'adresses électroniques et mots de passe britanniques sont aussi à l'origine du rapport. Celui-ci est le deuxième d'une série visant à examiner ce qui a été qualifié de « menaces en développement ». Le premier rapport examinait les menaces de l'électromagnétisme. Ce deuxième rapport est le résultat d'une discussion entre les membres du Parlement et des différents services du gouvernement pouvant être confrontés à des cyberattaques. Le rapport veut répondre aux questions posées par le ministère de la Défense concernant la protection de son propre réseau ainsi que le développement de cybercapacités, mais il veut aussi donner une nouvelle approche à la cybersécurité en essayant d'en détacher un concept international. Des conclusions incluant des recommandations pour le ministère de la Défense sont énoncées à la fin du document.

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Espace / Économie / Royaume-Uni

Document du ministère britannique de la Défense produit dans le cadre du cycle multinational d'expérimentation MNE 7 (janvier 2011-décembre 2012) • Pas de méthode ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques

Protecting Access to Space, Londres : ministère de la Défense / MNE 7, décembre 2012, 37 p. URL : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/28680/20121204mne7_protecting_access.pdf. Consulté le 17 avril 2013

Ce document du ministère de la Défense britannique est conçu comme un guide résumant les principaux résultats en matière spatiale du cycle d'expérimentation MNE 7 (Multinational Experiment 7) visant à développer des capacités et des concepts communs pour contribuer à assurer la liberté d'accès aux biens communs mondiaux (*global commons*). Il doit être lu en parallèle d'une ancienne publication du MNE 7 : *Space: Dependencies, Vulnerabilities and Threats*. L'objectif du guide est de fournir aux autorités civiles et militaires venant du domaine public ou privé des informations simples et compréhensibles sur les questions spatiales, ainsi que des recommandations pour assurer la protection de l'espace. Pour faire face aux menaces et dangers en la matière, le rapport propose un cadre de protection de l'espace qui pourrait être élaboré en trois phases : 1) identifier les dépendances et influencer les acteurs du domaine spatial ; 2) prendre des mesures de défense de l'espace ; 3) maximiser l'utilisation des capacités spatiales existantes. La principale conclusion recommande une mutualisation des capacités et une collaboration entre États en matière de défense spatiale.

FLUX MIGRATOIRES

Migrations / Migrations de travail / Développement

L'ODI est un think-tank indépendant basé au Royaume-Uni qui vise à réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement • Tendances et données • Horizon post-2015 • Recommandations politiques

LUCCI Paula et MARTINS Pedro, *Post-2015: Can We Talk about Migration?*, Londres : Overseas Development Institute (ODI), février 2013, 24 p. URL : <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8233.pdf>. Consulté le 15 avril 2013

Cet article s'interroge sur les enjeux liés aux migrations internationales et sur les moyens d'inclure cette question dans les objectifs de développement, notamment les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations unies, qui devront être actualisés en 2015. En effet, bien que l'impact positif des migrations de travail sur l'économie et le développement ait été démontré, ces dernières restent très contrôlées dans le monde. Les auteurs analysent des tendances récentes en matière de migrations de travail, étudient l'impact du phénomène sur les pays de départ et les pays d'accueil. Puis ils analysent les politiques migratoires actuelles et pistes de réflexion pour inclure les migrations dans les objectifs internationaux de développement post-2015. Selon les auteurs, les migrations doivent être incluses dans les objectifs de développement après 2015 en prenant en compte leur rôle dans la réduction de la pauvreté et le développement humain.

FLUX MIGRATOIRES / RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ

Changement climatique / Migration / Mexique / Ressources en eau

Rapport réalisé par un think-tank, le RUSI, à la demande du ministère britannique des Affaires étrangères (via l'ambassade du Royaume-Uni à Mexico) • Analyse de données statistiques, d'entretiens et de la littérature • Pas d'horizon spécifique

DEHEZA Elizabeth et MORA Jorge, *Climate Change, Migration and Security: Best-Practice Policy and Operational Options for Mexico*, Londres : Royal United Service Institute for Defence and Security Studies (RUSI), *Whitehall Report* 1-13, janvier 2013, 125 p. URL : http://www.rusi.org/downloads/assets/WHR_1-13_web.pdf. Consulté le 18 avril 2013

L'étude s'attache, à partir de données démographiques et climatiques, mais également à partir d'entretiens et de recensions de la littérature sur le sujet, à déterminer et évaluer la relation complexe qui existe entre changement climatique et phénomène migratoire. Après avoir montré que les causes de migrations au Mexique pouvaient être diverses (accès à l'éducation, meilleur environnement culturel et social, aspiration à plus de sécurité en habitant des zones moins violentes, etc.) et non uniquement de nature économique, l'étude porte son analyse sur les effets du changement climatique, notamment sur les ressources en eau.

Selon ce document, le changement climatique n'est pas une « *hard security threat* », mais les effets migratoires qu'il engendre peuvent devenir des enjeux de sécurité en raison de l'accueil fait aux migrants, des tensions sociales qui pourraient en découler... L'intérêt de l'étude est d'envisager, dès aujourd'hui, des problèmes qui se poseront à l'avenir dans de nombreuses régions du monde.

RELATIONS INTERNATIONALES / RESSOURCES STRATÉGIQUES

Pauvreté / Catastrophes naturelles / Gestion des crises

L'ODI est un think-tank indépendant basé au Royaume-Uni qui vise à réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement • Pas de méthode spécifique • Horizon post-2015 • Recommandations politiques

HARRIS Katie, KEEN David et MITCHELL Tom, *When Disasters and Conflicts Collide: Improving Links between Disaster Resilience and Conflict Prevention*, Londres : Overseas Development Institute (ODI), février 2013, 68 p. URL : <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8228.pdf>. Consulté le 15 avril 2013

En 2011, la combinaison de sécheresses et d'instabilités politiques a donné lieu à de larges crises humanitaires en Afrique de l'Est. Entre 2005 et 2009, plus de 50 % des personnes affectées par des catastrophes naturelles vivaient dans des pays dits fragiles ou instables. Cette convergence de risques naturels et de conflits politiques pourrait perdurer à l'horizon 2025. Le rapport souhaite donc en amont tirer les leçons de ces combinaisons de crises pour mettre en évidence les liens entre vulnérabilités physiques et vulnérabilités politiques, et pour cerner comment traiter au mieux ces zones de double instabilité. En conclusion, le rapport souhaite que le futur programme de Hyogo dit « post-2015 » intègre cette dimension dans les politiques de renforcement de la résilience des sociétés. Il suggère le rapprochement entre financeurs centrés sur les zones de conflits et les zones de catastrophes naturelles. Enfin, des recherches sont à conduire sur la mise en place d'indicateurs de risques multidimensionnels dans le domaine des vulnérabilités et de la résilience.

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Consommation de ressources naturelles / Politiques publiques

Rapport de la Chatham House, think-tank indépendant fondé en 1920 qui fournit des analyses régulières en politique internationale • Résultats du projet Ressources Futures • Projections de tendances passées et synthèse de projections existantes • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques

LEE Bernice, PRESTON Felix, KOOROSHY Jaakko, BAILEY Rob et LAHN Glada, *Resources Futures*, Londres : Chatham House (The Royal Institute of International Affairs), décembre 2012, 234 p. URL : http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Energy,%20Environment%20and%20Development/1212r_resourcesfutures.pdf. Consulté le 15 avril 2013

Ce rapport est le résultat du projet *Resources Futures* qui explore les contraintes et les incertitudes pesant sur les ressources naturelles, et les implications pour les politiques publiques. Le rapport analyse les tendances mondiales récentes en matière de production, de commerce et de consommation de matières premières et secondaires, et s'interroge sur l'impact des politiques publiques dans ce domaine. La croissance de la consommation mondiale de matières premières a explosé depuis 20 ans. Parallèlement, la production et l'extraction des ressources restent très concentrées. Les auteurs synthétisent et analysent des projections existantes sur la consommation et la production de ressources, puis formulent des propositions d'action à l'attention des pouvoirs publics. ■

Autres publications

Afrique du Sud

► RELATIONS INTERNATIONALES

THÉROUX-BÉNONI Lori-Anne, *Le Mali au lendemain de l'opération militaire française. Nouvelles opportunités ou retour à la case départ ?*, Pretoria / Dakar : Institute for Security Studies (ISS), Analyse de situation, février 2013, 9 p. URL : http://www.issafrica.org/uploads/SitRep2013_25Feb.pdf. Consulté le 17 avril 2013

► RESSOURCES STRATÉGIQUES

ALVES Ana Cristina, *China's Economic Statecraft and African Mineral Resources: Changing Modes of Engagement*, Johannesburg : SAIIA (South African Institute of International Affairs), *SAIIA Occasional Paper* n° 131, janvier 2013, 25 p. URL : http://www.saiia.org.za/images/stories/pubs/occasional_papers_above_100/saia_sop_131_alves_20130201.pdf. Consulté le 16 avril 2013

Allemagne

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

DICKOW Marcel et LINNENKAMP Hilmar, *Combat Drones - Killing Drones: A Plea against Flying Robots*, Berlin : Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), *SWP Comments*, février 2013, 8 p. URL : http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2013C04_dkw_Ink.pdf. Consulté le 18 avril 2013

Australie

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

MENDIOLAZA Gustavo et AITKEN Annika, *South Africa: National Involvement in the Indian Ocean Region*, Dalkeith : Future Directions International, *Strategic Analysis Paper*, 19 février 2013, 7 p. URL : http://www.futuredirections.org.au/files/sap/FDI_Strategic_Analysis_Paper_-_19_February_2013.pdf. Consulté le 18 avril 2013

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RESSOURCES STRATÉGIQUES

BOULTER John, *Food and Water Security: China's Most Significant National Challenge*, Dalkeith : Future Directions International, *Strategic Analysis Paper*, 8 février 2013, 11 p. URL : http://www.futuredirections.org.au/files/sap/FDI_Strategic_Analysis_Paper_-_08_February_2013.pdf. Consulté le 18 avril 2013

► RELATIONS INTERNATIONALES

- **BOULTER John**, *China's Emerging Middle Class: Challenges and Opportunities*, Dalkeith : Future Directions International, *Strategic Analysis Paper*, 28 février 2013, 8 p. URL : http://www.futuredirections.org.au/files/sap/FDI_Strategic_Analysis_Paper_-_28_February_2013.pdf. Consulté le 18 avril 2013
- **JAKOBSON Linda**, *China's Foreign Policy Dilemma*, Sydney : Lowy Institute for International Policy, février 2013, 22 p. URL : http://lowyinstitute.cachefly.net/files/jakobson_chinas_foreign_policy_dilemma_web3_use_this.pdf. Consulté le 16 avril 2013

Canada

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

COX James, *Canada and the Five Eyes Intelligence Community*, Toronto / Calgary : Canadian International Council (CIC) / Canadian Defence and Foreign Affairs Institute (CDFAI), *Strategic Studies Working Group Papers*, décembre 2012, 14 p. URL : <http://opencanada.org/wp-content/uploads/2012/12/SSWG-Paper-James-Cox-December-2012.pdf>. Consulté le 16 avril 2013

► RELATIONS INTERNATIONALES

McARTHUR John, *A Guide to the Post-2015 Debates*, Toronto : Canadian International Council (CIC), 4 février 2013 (commentaire en ligne). URL : <http://opencanada.org/features/the-think-tank/comments/a-guide-to-the-post-2015-debates/>. Consulté le 16 avril 2013

Chine

► RELATIONS INTERNATIONALES

- **CHEN Yonglong**, « Strategic Confrontation: An Avoidable Option for China and US », *Foreign Affairs Journal*, n° 106, hiver 2012, Chinese People's Institute of Foreign Affairs (Pékin). URL : <http://www.cpifa.org/en/q/listQuarterlyArticle.do?articleId=243>. Consulté le 17 avril 2013
- **CHENG Tao**, « New Circumstances and New Challenges for Sino-African Relations », *Foreign Affairs Journal*, n° 106, hiver 2012, Chinese People's Institute of Foreign Affairs (Pékin). URL : <http://www.cpifa.org/en/q/listQuarterlyArticle.do?articleId=244>. Consulté le 17 avril 2013
- **LIU Jiangyong**, « New Situation and Prospect of Disputes over Diaoyu Dao », *Foreign Affairs Journal*, n° 106, hiver 2012, Chinese People's Institute of Foreign Affairs (Pékin). URL : <http://www.cpifa.org/en/q/listQuarterlyArticle.do?articleId=242>. Consulté le 17 avril 2013

États-Unis

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

- **BRIMLEY Shawn**, **CARTER Phillip** et **STOKES Jacob**, *The Future of US Defense Policy: Questions for Secretary of Defense Designate Chuck Hagel*, Washington, D.C. : Center for a

New American Security, janvier 2013, 2 p. URL : http://www.cnas.org/files/documents/publications/CNAS_TheFutureofU.S.DefensePolicy.pdf. Consulté le 17 avril 2013

• **ROBINSON Linda**, « *The Future of Special Operations: Beyond Kill and Capture* », *Foreign Affairs*, vol. 91, n° 6, novembre-décembre 2012, p. 110-122, Council on Foreign Relations (New York). URL : <http://www.foreignaffairs.com/articles/138232/linda-robinson/the-future-of-special-operations>. Consulté le 17 avril 2013 (article payant)

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

• **PANT Harsh V.**, *India's Changing Afghanistan Policy: Regional and Global Implications*, Carlisle : Strategic Studies Institute (SSI) et U.S. Army War College Press, décembre 2012, 55 p. URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1141>. Consulté le 17 avril 2013

• **REVERE Evans J.R.**, *United States-Republic of Korea Relations in President Obama's Second Term: Managing Challenge and Change*, Washington, D.C. : Brookings Institution (Center for Northeast Asian Policy Studies), février 2013, 16 p. URL : <http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Papers/2013/02/us%20south%20korea%20relations%20revere/us%20south%20korea%20relations%20revere.pdf>. Consulté le 17 avril 2013

► FLUX MIGRATOIRES

MEISSNER Doris, KERWIN Donald M., CHISHTI Muzaffar et BERGERON Claire, *Immigration Enforcement in the United States: The Rise of a Formidable Machinery*, Washington, D.C. : Migration Policy Institute, janvier 2013, 182 p. URL : <http://www.migrationpolicy.org/pubs/enforcementpillars.pdf>. Consulté le 16 avril 2013

► RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ

NEWELL Richard G., PIZER William A. et RAIMI Daniel, *Carbon Markets: Past, Present, and Future*, Washington, D.C. : Resources for the future, *Discussion Paper*, décembre 2012, 54 p. URL : <http://www.rff.org/RFF/Documents/RFF-DP-12-51.pdf>. Consulté le 18 avril 2013

► RELATIONS INTERNATIONALES

• **ALLISON Graham T. et BLACKWILL Robert D.**, « *Will China Ever Be No. 1?* », *Foreign Policy*, 16 février 2013, Washington, D.C. URL : http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/02/16/will_china_ever_be_no_1_lee_kuan_yew. Consulté le 17 avril 2013 (article payant)

• **ALTMAN Roger C.**, « *The Fall and Rise of the West: Why America and Europe Will Emerge Stronger from the Financial Crisis* », *Foreign Affairs*, vol. 92, n° 1, janvier-février 2013, p. 8-13, Council on Foreign Relations (New York). URL : <http://www.foreignaffairs.com/articles/138463/roger-c-altman/the-fall-and-rise-of-the-west>. Consulté le 17 avril 2013 (article payant)

► RESSOURCES STRATÉGIQUES

• **HYLAND Lisa A., LADISLAW Sarah O., PUMPHREY David L., VERRASTRO Frank A. et WALTON Molly A.**, *Realizing the Potential of U.S. Unconventional Natural Gas: Executive Summary*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), février 2013,

20 p. URL : http://csis.org/files/publication/130205_Ladislaw_PotentialUnconventional_Gas_ExSum_Web.pdf. Consulté le 18 avril 2013

• MEDLOCK III Kenneth B., BAKER James A. et BAKER Susan G., *Testimony: Opportunities for Natural Gas in the US*, Washington D.C. : Rice University's Baker Institute, audition devant la Commission du Sénat américain en charge de l'Énergie et des ressources naturelles, 12 février 2013, 15 p. URL : <http://www.bakerinstitute.org/publications/CES-Medlock-Testimony-021213.pdf>. Consulté le 18 avril 2013

Inde

► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

• KAPUR Vivek, « Challenges for Indian Air Force: 2032 », *Journal of Defence Studies*, vol. 7, n° 1, janvier 2013, p. 79-108, Institute for Defence Studies and Analyses (New Delhi). URL : http://idsa.in/system/files/jds_7_1_VivekKapur.pdf. Consulté le 17 avril 2013

• SINGH Mandip, « The Significance of 2020 in the Sino-Indian Context », *Journal of Defence Studies*, vol. 7, n° 1, janvier 2013, p. 189-212, Institute for Defence Studies and Analyses (New Delhi). URL : http://idsa.in/system/files/jds_7_1_MandipSingh.pdf. Consulté le 17 avril 2013

• « Interaction with Mr. Gordon Chang on "The Coming Collapse of China and What It Means for India" », New Delhi : Vivekananda International Foundation, 8 janvier 2013. URL : <http://www.vifindia.org/event/report/2013/01/10/interaction-with-mr-gordon-chang-on-the-coming-collapse-of-china-and-what-it-means-for-india>. Consulté le 17 avril 2013

Royaume-Uni

► RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ / RESSOURCES STRATÉGIQUES

HAPPER Catherine, PHILO Greg et FROGGATT Antony, *Climate Change and Energy Security: Assessing the Impact of Information and its Delivery on Attitudes and Behaviour*, Londres : UK-Energy Research Centre (UK-ERC), décembre 2012, 24 p. URL : http://www.ukerc.ac.uk/support/tiki-download_file.php?fileId=2900. Consulté le 18 avril 2013

► RESSOURCES STRATÉGIQUES

• MASON Nathaniel, *Uncertain Frontiers: Mapping New Corporate Engagement in Water Security*, Londres : Overseas Development Institute (ODI), *Working Paper* n° 363, janvier 2013, 60 p. URL : <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8190.pdf>. Consulté le 16 avril 2013

• TINDALE Stephen, *How to Expand Renewable Energy after 2020*, Londres : Centre for European Reform, décembre 2012, 9 p. URL : http://www.cer.org.uk/sites/default/files/publications/attachments/pdf/2012/pb_sct_renewable_7dec12-6713.pdf. Consulté le 18 avril 2013 ■

FOCUS



Allemagne

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Opérations de maintien de la paix / Prévalence des intérêts nationaux / Coopération internationale

Réalisé par un centre d'analyse créé en 2002 par le gouvernement et le Parlement allemands afin de réfléchir au renforcement des capacités civiles de gestion de crise, proche du ministère allemand des Affaires étrangères • Ateliers de travail pluridisciplinaires • Experts de pays et milieux professionnels différents • Scénarios exploratoires • Récits de fiction • Horizon 2025

VON GIENANTH Tobias, HANSEN Wibke et KÖPPE Stefan, *Peace Operations 2025*, Berlin : Zentrum für Internationale Friedenseinsätze (ZIF / Center for International Peace Operations), 4^e trimestre 2012, 79 p. URL : http://www.zif-berlin.org/fileadmin/uploads/analyse/dokumente/veroeffentlichungen/ZIF_Peace_Operations_2025.pdf. Consulté le 18 avril 2013

Objectifs et résumé

À quoi ressembleront les opérations de maintien de la paix en 2025 ? C'est la question à laquelle tente de répondre cette étude réalisée par le Zentrum für Internationale Friedenseinsätze (ZIF). Associé à une agence de conseil spécialisée dans le domaine de la prospective (Z_punkt), le ZIF a tenté de formaliser les contours que pourraient prendre ces interventions à partir de l'étude et de la mise en relations de 14 facteurs.

L'étude part du constat que les opérations de maintien de la paix ont considérablement évolué ces dernières décennies et, eu égard aux mutations que traverse le monde actuel, sont appelées à connaître de profonds changements à l'horizon 2025. Conformément aux objectifs qui ont gouverné à la création de ce centre de recherche, l'enjeu est de réfléchir au renforcement des capacités civiles d'intervention dans la gestion des crises, du point de vue tant des États que de l'action des organisations internationales ayant vocation à intervenir dans ce domaine : Organisation des Nations unies (ONU), Union européenne (UE), Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), etc.

L'objectif clairement affiché par le centre de recherche et les participants à l'étude est de contribuer à réformer le logiciel conceptuel des opérations de maintien de la paix. L'étude se présente comme le résultat d'un processus de travail qui a réuni un groupe interdisciplinaire d'experts, issus de pays et d'horizons intellectuels et professionnels différents. Outre des personnalités provenant des organisations internationales comme l'ONU, l'UE ou l'Union africaine, le panel réunissait nombre d'experts issus de *think-tanks*, d'universités ou d'organisations non gouvernementales — SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), université de San Diego, International Crisis Group, Institute for Security Studies, The German Marshall Fund, etc. Ces derniers se sont réunis lors de trois *workshops* (Berlin, Addis-Abeba, New York) en 18 mois.

L'enjeu de cette étude n'était pas de fournir des recommandations ou une aide à la décision publique, mais de permettre aux décideurs publics de penser le futur à partir des

quatre options que le rapport a mises en avant. Les auteurs préviennent qu'il ne s'agit pas de prédire l'avenir ni même de proposer des plans d'action et des stratégies « clefs en main », mais de fournir des orientations et des analyses pour tenter de s'adapter au mieux à ce que pourrait être la réalité des opérations de maintien de la paix demain.

La particularité du résultat obtenu tient notamment à la méthode utilisée, où l'élaboration de scénarios se double d'éléments de présentation qui relèvent davantage de l'invention fictionnelle. Pour donner corps à leur travail, les experts ont en effet cherché à construire une histoire correspondant à chacun des scénarios élaborés.

Méthode utilisée

La méthode utilisée est celle des scénarios exploratoires. Les quatre scénarios envisagés décrivent les formes que pourraient prendre les opérations de maintien de la paix en 2025 en fonction de l'évolution de différentes variables. Le processus d'élaboration des scénarios a suivi plusieurs étapes.

- **Première étape.** Pour établir leurs scénarios, les experts mobilisés ont commencé par recenser l'ensemble des variables qui seraient susceptibles de déterminer et d'affecter une question aussi complexe que celle des opérations de maintien de la paix. Lors du premier *workshop*, après avoir cartographié l'ensemble des tendances, des acteurs et des facteurs qui modèleront l'avenir, ils ont décidé de retenir 14 variables : 12 facteurs clefs évolutifs (intérêt national contre interdépendance mondiale, état de l'économie mondiale, déplacement des pouvoirs économiques et politiques, normes et valeurs, évolution des organisations internationales, fragilités étatiques, crime organisé, raréfaction des ressources, migrations et *diasporas*, innovations technologiques, nouveaux médias, place des sociétés de sécurité privées) et deux données (la démographie et le climat). Selon les auteurs, en effet, la démographie de la planète et le climat sont à prendre comme des éléments « objectifs » dont on connaît désormais les évolutions. Si cette analyse est valable pour les évolutions démographiques, en revanche elle est à nuancer pour le changement climatique, dont il est difficile de prévoir avec certitude l'impact à l'horizon 2025 (même si nous savons que des changements se produiront).

Parmi les 12 facteurs clefs retenus, les auteurs distinguent les facteurs qui conduiront à une demande d'intervention en faveur de la paix (fragilité des États, crime organisé, raréfaction et compétition pour les ressources, mobilité des populations) et ceux qui modèleront la réponse aux crises et aux menaces sécuritaires (état de l'économie mondiale, nouvelles normes et valeurs, innovations technologiques, rôle des sociétés de sécurité privées).

- **Deuxième étape.** Les experts ont passé au crible les évolutions des facteurs, envisageant toutes les projections possibles pour chacun d'entre eux. Ils ont ensuite croisé, analysé, mis en relation l'ensemble des projections faites pour chaque facteur, avant d'en évaluer la compatibilité et la plausibilité. Au terme de ce processus d'analyse, quatre tendances, comme autant de scénarios, ont été privilégiées.

- **Troisième étape.** La rédaction des scénarios a été réalisée lors du troisième *workshop*. Au terme de discussions, d'élaboration d'hypothèses quant aux conséquences des futures opérations de maintien de la paix, les experts ont dessiné les grandes lignes des différents scénarios. À cette occasion, et pour donner de la consistance à leur scénario, ils ont également réfléchi aux processus et aux événements qui pourraient conduire à chacun des scénarios. C'est à cette occasion que les experts ont dû faire preuve d'imagination : déploiement d'une mission des Nations unies en Syrie en 2014, opération militaire de

l'Union européenne en Guinée-Bissau en 2016, intervention de la Collective Security Treaty Organization en Ouzbékistan en 2016, etc. Tous ces événements, qui sont de l'ordre du possible, servent à donner de la matière à la réalisation des quatre scénarios.

Données et informations à retenir

Les scénarios expriment quatre tendances : le renforcement des intérêts nationaux (c'est le scénario le plus pessimiste quant à la stabilité internationale) ; une évolution erratique de la scène internationale qui conduit peu ou prou à un *statu quo* ; le renforcement du régionalisme dans la gestion des crises au détriment de l'ONU et du multilatéralisme ; et, enfin, la coopération mondiale (scénario le plus optimiste).

- **Le scénario des intérêts nationaux.** C'est le scénario le plus sombre et le plus pessimiste. Dans ce cas de figure, les variables évoluent dans un sens où les intérêts nationaux des États vont en permanence prévaloir, conduisant à une prévalence de l'unilatéralisme sur le multilatéralisme dans les interventions militaires. Dans ce scénario, l'économie mondiale connaît une récession encore plus forte que celle des années 1930, poussant les États à adopter des réflexes nationaux plutôt qu'à faire droit aux interdépendances mondiales ; les États fragiles deviennent des États faillis, les conflits pour les ressources s'exaspèrent, le crime organisé prospère, le Conseil de sécurité de l'ONU connaît de nombreux blocages du fait de l'affirmation de nouvelles normes et valeurs par les acteurs émergents sur la scène internationale. Enfin, lors d'interventions, les États ont pris l'habitude de déployer des forces issues des sociétés de sécurité privées qui jouent un rôle de plus en plus important dans la gestion des crises. C'est donc dans ce climat et avec les moyens privés que se mettent en place un certain nombre d'opérations de maintien de la paix.

- **Le scénario de l'évolution lente, logique du *statu quo*.** Dans ce scénario, l'évolution se fait de manière lente et les opérations de maintien de la paix ressemblent à celles que nous connaissons actuellement. Le monde de 2025 ressemble encore, par certains aspects, à celui d'aujourd'hui. La puissance économique de certains acteurs ne s'est pas encore traduite par une puissance politique sur la scène internationale. La croissance économique n'a pas conduit à réduire les inégalités, la gouvernance mondiale se joue au sein des structures traditionnelles, les puissances rechignent à intervenir et investir dans les États fragiles. Les interventions en faveur du rétablissement ou du maintien de la paix se traduisent par certains succès, mais également par de nombreux échecs.

- **Le scénario de la régionalisation.** La régionalisation des opérations de la paix se fait au détriment du multilatéralisme et particulièrement au détriment du système onusien. Le Conseil de sécurité a perdu sa légitimité en la matière. On assiste à une montée en puissance des organisations régionales, qui ont la responsabilité de faire face aux conséquences du changement climatique, de la criminalité organisée, de la raréfaction des ressources, de la défaillance des États, etc. Les nouvelles puissances s'affirment au niveau régional. C'est à cette échelle qu'elles sont amenées à coopérer ou à être en compétition et qu'elles sont appelées à intervenir pour assurer la stabilité régionale.

- **Le scénario de la coopération internationale.** C'est le scénario positif et optimiste, l'âge d'or de la coopération entre acteurs politiques étatiques. Les opérations en faveur de la paix sont menées dans le cadre d'un multilatéralisme rénové et renforcé. Cette logique a notamment été rendue possible du fait de la croissance économique dont bénéficient l'ensemble des États et des régions de la planète. Face à la diminution des violences et des conflits liés à la fragilité des États, les interventions de maintien de la paix diminuent, tandis que celles qui sont menées disposent de plus de moyens, notamment des innova-

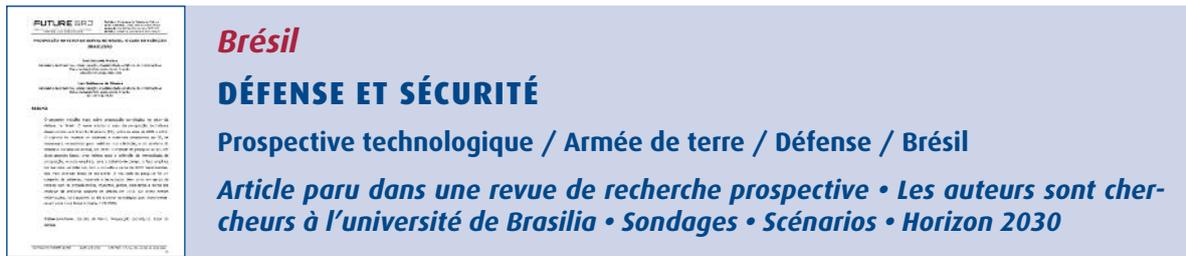
tions technologiques ; surtout, ces interventions bénéficient de moyens leur permettant de rester actives plus longtemps, favorisant une résolution des conflits et une reconstruction sur un temps long.

Conclusions et analyse critique

Cet exercice de prospective a le mérite tout à la fois d'identifier des variables qui modèleront l'avenir des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix, et d'en proposer une interprétation à partir de leur mise en relation. Par ailleurs, cette étude prend soin de tenir compte de l'ensemble des acteurs de la scène internationale, notamment les puissances émergentes. Par exemple, il est intéressant de voir l'usage qui est fait de la variable « renforcement du rôle des sociétés de sécurité privées ». Selon la montée en puissance de ces structures, cette variable pourrait être un facteur déterminant dans le choix d'une intervention. De même, en posant la question de la concordance des normes et des valeurs défendues et considérées comme légitimes par les différents acteurs politiques de la scène internationale (notamment les puissances émergentes), on pourrait voir se dessiner une remise en cause du système de gouvernance internationale propre à l'ONU. Enfin, les auteurs de l'étude accordent une grande importance à la situation économique mondiale comme facteur déterminant le repli sur soi des États (en cas de crise) ou au contraire leur coopération internationale (en cas de bénéfice partagé de la croissance économique).

Plusieurs limites de l'exercice doivent être soulignées. Tout d'abord, le manque de transparence et d'explication quant à l'évolution des variables retenues pour construire chaque scénario : cela fait perdre de leur portée aux quatre scénarios. De même, les relations entre les variables, qui sont structurantes pour bâtir les scénarios prospectifs, auraient pu être davantage explicitées pour ne pas donner l'impression de relations mécanistes entre ces variables appartenant à des champs différents (économie, démographie, environnement, sécurité, etc.). Enfin, dans ce domaine hautement sensible des opérations extérieures, la prise en compte de la dimension politique interne aux États demeure toujours incertaine. Le rôle que les pays émergents, par exemple, entendent jouer dans ce domaine, demeure délicat à évaluer pour l'avenir.

Toutefois, les ambitions de l'étude doivent être rappelées. Ces scénarios n'avaient pas vocation à prédire ce qui allait se passer, mais à alimenter les réflexions de la communauté de sécurité sur l'avenir des opérations de paix, les conditions dans lesquelles elles pourraient se dérouler et les transformations qu'elles pourraient connaître. ■



FREITAS José Eduardo et DE OLIVEIRA Luiz Guilherme, « Prospecção no setor de defesa no brasil: O caso do exército brasileiro », *Future Studies Research Journal*, vol. 4, n° 2, juillet-décembre 2012, p. 72-101, São Paulo. URL : <http://revistafuture.org/FSRJ/article/download/104/178>. Consulté le 19 avril 2013

Objectifs et résumé

Ce document, publié dans une revue de recherche et d'analyse prospective, a été rédigé par deux chercheurs de l'université de Brasilia. L'objectif affiché par les auteurs est d'identifier les systèmes et équipements nécessaires au développement de l'armée de terre brésilienne (*Exército Brasileiro* aussi noté EB), de déterminer quelles technologies permettraient d'obtenir ces systèmes et équipements, et enfin d'élaborer plusieurs scénarios d'évolution de l'armée nationale lui permettant d'atteindre un niveau d'efficacité optimal en 2030, appelé ici EB 2030. Dans cette optique, les auteurs ont utilisé des données sur l'état actuel de l'armée brésilienne ainsi que les résultats de sondages effectués auprès d'acteurs de l'industrie de la défense nationale.

Plus globalement, cette publication a pour finalité à la fois de servir d'outil à l'armée brésilienne pour la définition de stratégies permettant son évolution technologique, et de servir de base de travail et de banque de données aux chercheurs et professionnels du secteur. Pour cela, les auteurs ont présenté leur travail en trois parties. La première concerne les systèmes et équipements militaires ; la deuxième, les technologies ; et la troisième présente les scénarios d'évolution et de développement.

Préalablement à ces différentes parties, le document présente l'origine socioprofessionnelle des individus sondés. Concernant leur connaissance du domaine militaire, les résultats sont très disparates et vont des experts (36,1 % des sondés) à certaines personnes « ne connaissant rien sur le sujet » (1,1 %), en passant par les autodidactes (personnes connaissant bien le sujet, l'étudiant avec beaucoup d'intérêt) (19,1 %), les personnes « cherchant à s'informer » (36,5 %), et les personnes « connaissant peu le domaine » et lisant occasionnellement des études et publications à ce sujet (7,3 %).

D'un point de vue professionnel, les réponses sont, elles aussi, variées : 63,8 % sont des militaires en activité, 19,9 % des militaires de réserve ou des retraités, 6,9 % sont issus du milieu académique, 4,8 % sont des entrepreneurs, 2,8 % sont issus du pouvoir exécutif, 0,9 % des médias, 0,6 % de la magistrature et 0,3 % du pouvoir législatif.

Sont ensuite détaillés, dans les première et deuxième parties, les résultats du sondage.

La première partie met en lumière les moyens (système ou équipement) militaires pouvant donner un avantage significatif à l'EB 2030 (armée brésilienne optimale en 2030). Parmi la multitude de réponses, certains moyens se distinguent, parmi lesquels : les blindés, puis les hélicoptères, les équipements et systèmes de combat, ceux de transport, les équipements mécanisés et les systèmes augmentant la mobilité de l'armée. De manière plus

précise sont ensuite détaillés les systèmes opérationnels considérés par les sondés comme étant les plus importants. Se détachent alors le commandement et le contrôle, l'intelligence et la logistique.

Dans la deuxième partie, l'étude se concentre sur les technologies à développer pour assurer l'efficacité de l'EB 2030. Ces technologies avaient déjà fait l'objet d'une étude menée conjointement par le ministère de la Défense et le ministère de la Science, de la Technologie et de l'Innovation, qui avait mis en lumière l'importance de technologies comme les systèmes de gestion des armes, le contrôle des signatures ou la défense chimique, biologique et nucléaire. Mais le sondage mené par les deux auteurs a permis de souligner l'importance de technologies autres, telles que les nanotechnologies, la cybernétique et la robotique. Globalement, les briques technologiques considérées comme devant être développées en priorité sont l'« environnement des systèmes d'armement », les moyens d'intégration de systèmes et les systèmes d'information.

Enfin, la dernière partie se concentre sur les scénarios prospectifs de l'industrie de la défense au Brésil. Pour cela, les auteurs ont construit un modèle de pondération des réponses données par les individus sondés : le poids des votes des personnes sondées est plus important à mesure que leur implication et leur intérêt dans le domaine de la défense sont forts.

Les trois scénarios envisagés sont les suivants :

- **Indépendance technologique totale** : le Brésil progresse de manière significative en R&D, en technologies d'intérêt pour la défense et atteint une indépendance technologique totale en 2030.
- **Dépendance technologique faible** : le Brésil progresse raisonnablement en R&D de défense et atteint l'indépendance technologique dans les domaines les plus stratégiques, tels que l'espace, la cybernétique et le nucléaire, mais reste tributaire de coopérations avec l'étranger dans d'autres domaines.
- **Forte dépendance technologique** : le Brésil ne progresse que très peu en R&D relative aux technologies de défense et ne parvient pas à atteindre l'indépendance technologique dans certains domaines ; le pays reste tributaire de l'extérieur dans les secteurs les plus stratégiques tels que l'espace, la cybernétique et le nucléaire d'ici à 2030.

Ces trois scénarios ont ensuite fait l'objet de questions concernant leur probabilité, l'échéance probable de leur réalisation, les risques qu'ils présentent et les efforts qu'ils nécessiteraient.

Méthode utilisée

Le travail des deux auteurs a duré quatre ans (entre 2008 et 2012) et s'est déroulé en deux phases distinctes. La première phase, théorique, a consisté en la définition de la méthodologie de l'enquête à réaliser en phase 2 concernant la technologie, les équipements et les scénarios. Pour cela, les auteurs ont procédé à une revue de la littérature sur la prévision technologique, y compris des thèses de doctorat sur la défense nationale et internationale ; à des visites d'étude à l'université de Manchester, en Angleterre, afin d'observer les méthodes d'exploration et d'analyse sur ce sujet ; et à la définition de la méthodologie de l'enquête empirique à réaliser.

La seconde phase a quant à elle consisté en une étude empirique et un travail de terrain. Pour réaliser ce travail, les auteurs ont mené une enquête à la fois quantitative et qualitative sur Internet auprès d'environ 2 000 acteurs brésiliens agissant dans plusieurs domaines. Les résultats de la recherche ont permis d'établir une typologie des différents sys-

tèmes, des matériaux et des technologies, ainsi qu'une étude de probabilité, d'impact, de pertinence et de risques impliquant l'industrie de la défense nationale d'ici à 2030. Enfin, comme l'illustre la dernière partie du document, une méthodologie fondée sur trois scénarios a été utilisée.

Données et informations à retenir

Cet article étant académique, il s'appuie sur un grand nombre d'informations, à la fois académiques et quantitatives. Les données à retenir sont donc nombreuses. Certaines grandes tendances se dégagent néanmoins.

Premièrement, les résultats de l'étude montrent l'importance accordée à la recherche et au développement dans les technologies de pointe, pour le moment absentes du portefeuille technologique dont dispose le Brésil (notamment les nanotechnologies et la robotique).

Deuxièmement, l'article met en lumière la nécessité pour l'armée brésilienne de développer des systèmes logiciels pour la gestion de l'armement, l'intégration des systèmes et les systèmes d'information. L'étude montre ainsi que le développement de ces systèmes apparaît aux sondés comme étant plus important que le développement d'autres technologies comme l'énergie nucléaire, les radars, ou la défense chimique, biologique et nucléaire.

Enfin, il semble pertinent de souligner l'importance accordée par cet article à l'ensemble des acteurs et des domaines pouvant être concernés par le développement de l'armée brésilienne. La nature des acteurs sondés et les thèmes considérés pour l'analyse des différents scénarios, sont ainsi d'une grande variété et dépassent le scope unique de la sphère militaire.

Conclusions et analyse critique

Cet article revêt une importance particulière dans la mesure où il s'agissait de la première fois que ce type de recherche était mené sur l'armée brésilienne. Ce travail contribuera très certainement à la définition de stratégies permettant à l'armée brésilienne d'aujourd'hui de se moderniser et de s'autonomiser, de manière à atteindre l'objectif de l'EB 2030. L'analyse détaillée des résultats du sondage, notamment en ce qui concerne les scénarios, peut notamment s'avérer un outil inédit pour l'armée brésilienne.

Par ailleurs, le caractère novateur de cette étude ouvre un champ de recherche et d'analyse nouveau pour les acteurs du milieu académique, étudiants, enseignants et chercheurs, mais également pour les industriels du secteur.

Il faut cependant souligner les limites de cette étude. Premièrement, l'attachement à la pluralité et la variété des acteurs limite quelque peu la pertinence des résultats, puisque nombre des répondants n'avaient qu'une connaissance limitée sinon nulle des questions de défense nationale.

Deuxièmement, les conclusions de l'article sont assez succinctes : alors que les résultats sont détaillés de manière scientifique et claire, ils ne donnent lieu qu'à une brève analyse. Très documenté et étayé, cet article est donc un outil mis à la disposition de l'armée brésilienne et de la société civile, plutôt qu'une analyse concluant à des recommandations précises pour les 27 prochaines années. ■



Canada

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Forces armées / Équipements / Cyberdéfense / Canada

Ouvrage collectif coordonné par un chercheur proche des milieux conservateurs et néoconservateurs • Méthodes variables (parmi lesquelles prolongation de tendances et scénarios) • Horizon 2025

GRANATSTEIN J.L. (sous la direction de), *The Canadian Forces in 2025: Prospects and Problems*, Victoria : Friesen Press, février 2013, 97 p. URL : <http://www.friesenpress.com/bookstore/title/119734000010394648>. Consulté le 19 avril 2013

Objectifs et résumé

L'objectif de cet ouvrage collectif est de présenter ce à quoi pourraient ressembler les forces armées canadiennes à l'horizon 2025. J.L. Granatstein, historien et chercheur spécialisé dans les questions de défense (proche de la mouvance conservatrice), a mobilisé cinq experts pour qu'ils donnent leur vision d'avenir de chacune des armées : Douglas E. Delaney pour l'armée de terre, Roger Girouard pour la *Royal Canadian Navy*, James Fergusson pour la *Royal Canadian Air Force*, Andrew Godefroy pour l'espace, et Scott Knight pour le cyberespace.

Confrontées à un environnement budgétaire de plus en plus contraint, à l'incertitude de l'évolution du monde et à un relatif déclin des États-Unis, les forces armées canadiennes doivent, selon les auteurs, relever certains défis pour être à même de poursuivre les missions que leur assignera le gouvernement.

L'introduction, rédigée par J.L. Granatstein, dresse un tableau de la vision de l'auteur sur l'état du monde en 2025 : déclin relatif de l'Occident, Chine de plus en plus puissante (même si sa puissance demeurera cantonnée à l'Asie) si elle parvient à surmonter ses contradictions internes, Europe tirée par l'Allemagne, Moyen-Orient dans le trouble, Afrique toujours victime de ses maux (prédation, corruption, épidémies...) et Amérique latine prometteuse mais toujours sujette à des difficultés, notamment le narcotrafic.

Le Canada sera quant à lui confronté au déclin économique américain, aux tensions nationalistes — voire séparatistes — et au vieillissement de sa population. L'avenir politique est incertain, car seul le Parti conservateur est considéré comme ayant une politique favorable aux forces armées, les trois autres forces politiques (New Democratic Party, libéraux et Parti québécois) ayant une posture bien plus réservée.

Le reste de l'ouvrage est divisé en chapitres, chacun dédié à une armée ou un service : terre, marine, air, espace et cyberespace.

L'armée de terre devrait être mieux équipée, mieux connectée et plus mobile en 2025 qu'en 2012, et devrait toujours être articulée en trois brigades interarmes multimissions. Les principaux défis à relever seront la formation de ses cadres d'une part (mieux appréhender les évolutions en cours, comme l'internationalisation, les missions interministérielles / inter-agences, le rôle des médias et de l'opinion publique...) et la décentralisation du processus de décision au sein du commandement, pour permettre aux forces d'agir plus rapidement que l'adversaire.

Le chapitre sur la marine propose trois scénarios d'évolution du monde et les conséquences de chacun de ces scénarios sur le format et les missions de la Marine canadienne.

Le renforcement de cette dernière est déjà en cours par le biais de la stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale. Le rôle futur du « Passage du nord-ouest » est pris en compte, ainsi que les risques géopolitiques induits, notamment vis-à-vis de la Russie.

La *Royal Canadian Air Force* ne devrait pas être très différente en 2025 par rapport à 2012, mis à part l'intégration de nouvelles plates-formes supplémentaires, comme les drones. Une incertitude demeure quant au *F-35*. L'aviation canadienne sera toutefois confrontée pendant la période à des choix cruciaux qui détermineront sa nature et ses capacités pour 2040 et au-delà.

Deux chapitres sont consacrés à l'espace et au cyberspace, ce qui souligne leur importance aux yeux des auteurs.

Méthode utilisée

Dans cet ouvrage, chaque auteur a utilisé une méthode personnelle. Il n'y a donc pas de méthode globale, même si J.L. Granatstein fournit dans l'introduction le cadre général sur ce que le monde devrait être à l'horizon 2025.

J.L. Granatstein utilise, pour la partie internationale, une méthode presque exclusivement fondée sur la poursuite des grandes tendances actuelles, tout en précisant que des éléments de rupture sont possibles, même s'ils sont imprévisibles (il ne s'y arrête donc pas). L'analyse interne de l'auteur est avant tout centrée sur les partis politiques canadiens et leur positionnement sur les questions de défense. Partant du constat que seul le Parti conservateur a une vision positive de la défense, il formule quelques craintes si ce parti devait perdre le pouvoir. Il est particulièrement critique à l'égard du Parti québécois et des menaces d'éclatement du Canada.

Chaque contributeur de l'ouvrage applique ensuite une méthodologie propre. Seul le chapitre consacré à la *Royal Canadian Navy* utilise explicitement une méthodologie fondée sur la formulation de scénarios.

Données et informations à retenir

Les auteurs de l'ouvrage dressent un portrait plutôt optimiste des forces armées canadiennes en 2025. Peu de changements fondamentaux sont perceptibles, il s'agit davantage d'une modernisation que de ruptures fondamentales. Les forces armées canadiennes ne devraient ainsi pas perdre de capacités stratégiques à l'horizon étudié, et devraient toujours être en mesure de remplir la quasi-totalité du spectre des missions.

Un élément est particulièrement intéressant : le basculement de l'intérêt stratégique du Canada. Très attaché à l'OTAN et à la défense de l'Europe pendant la guerre froide, le Canada semble sur le point de basculer (comme les États-Unis) de l'Atlantique vers le Pacifique. Ceci est explicable par l'importance croissante des échanges commerciaux avec la région Asie-Pacifique.

Par ailleurs, le changement climatique est perçu comme un élément plutôt positif pour le Canada, car il permet l'ouverture du Passage du nord-ouest pendant l'été. Toutefois, les auteurs ne surestiment pas l'importance de cette nouvelle route maritime, qui ne pourra concurrencer les routes existantes à l'horizon de l'étude.

Enfin, la vision de l'avenir de l'Europe est généralement assez pessimiste, tout comme celle de l'avenir de l'OTAN.

Conclusions et analyse critique

Le point de vue général du document suit une vision assez conservatrice de l'avenir des forces armées canadiennes, avec peu de remises en cause de l'utilité de telle ou telle capacité dans un contexte budgétaire restreint.

Certes, le monde en 2025 ne devrait pas être extrêmement différent de l'actuel, mais les projections prospectives souffrent d'un manque d'originalité, trop fondées sur les grandes tendances observées aujourd'hui. Ainsi, l'hypothèse d'une période très compliquée pour la Chine n'est que mentionnée, sans prise en compte de la probabilité assez importante d'une grande turbulence au début des années 2020 dans cette région.

Tout cela s'explique dans une certaine mesure par le mode de pensée du coordinateur de l'ouvrage, J.L. Granatstein, dont l'idéologie est proche des néoconservateurs américains. Le passage sur l'avenir des forces armées en fonction du parti politique au pouvoir est particulièrement éclairant : seul le Parti conservateur est, à ses yeux, à même de maintenir l'effort de défense indispensable au pays. Cette vision conservatrice peut nuire à la neutralité et à l'objectivité attendues d'un tel exercice de prospective, à moins qu'il n'ait été conçu avec des arrière-pensées politiques. ■



KRISHNAPPA Venkatshamy et GEORGE Princy (sous la direction de), *Grand Strategy for India: 2020 and Beyond*, New Delhi : Pentagon Security International / IDSA (Institute for Defence Studies and Analysis), 2012, 352 p. URL : http://www.idsa.in/system/files/book_GrantStrategyIndia.pdf. Consulté le 19 avril 2013

Objectifs et résumé

Ce livre est tiré d'une conférence sur la stratégie de défense et de sécurité en Inde, elle s'est tenue à l'IDSA du 20 au 23 décembre 2010. Cette conférence marque le début de l'*IDSA National Strategy Project (INSP)*, dont l'objectif principal est de renforcer les outils de l'analyse stratégique en Inde grâce à une approche interdisciplinaire, en favorisant le dialogue d'experts spécialistes des questions indiennes et d'experts en relations internationales, en économie, en stratégie, etc.

Suite aux discussions menées par les intellectuels lors des forums de l'INSP, de profonds facteurs de changements pour l'Inde ont pu être identifiés au niveau national ainsi qu'au niveau international. Le livre regroupe ces principaux enjeux en 25 chapitres.

Cinq thèmes majeurs ont émergé des discussions des experts :

- Tout d'abord, on assiste au **déplacement du centre du pouvoir mondial**, avec le déclin relatif des États-Unis et la montée spectaculaire de la Chine. L'importance croissante de la Chine et de l'Inde sur la scène mondiale devrait modifier le paysage géopolitique et la nature du système international dans les deux décennies à venir.
- Deuxièmement, l'**intensification de la mondialisation** présente à la fois des opportunités et des défis pour l'Inde : dans les années à venir, l'Inde pourrait donc poursuivre le processus de mondialisation mais également remédier aux inégalités internes, notamment via la mise en place d'un système de protection sociale. Elle pourrait également favoriser la coopération internationale pour contenir les aspects indésirables de la mondialisation — pandémies mondiales, terrorisme international, trafic, blanchiment d'argent, etc.
- Troisièmement, les printemps arabes ont montré que certaines **technologies**, notamment dans les **communications**, seront de plus en plus exploitées par les groupes sociaux et politiques pour insuffler des changements à la fois dans les sociétés nationales et au sein du système international. L'exploitation de ces technologies par le gouvernement indien pourrait constituer un atout majeur dans les décennies à venir.

- Quatrièmement, la capacité de l'Inde à se prémunir contre les menaces internes et externes pourrait dépendre fortement de sa capacité à assurer la **sécurité énergétique** ainsi qu'une cohabitation pacifique avec les pays frontaliers.
- Enfin, la capacité de l'Inde à répondre aux **aspirations démocratiques** du peuple et particulièrement de la jeunesse constitue un défi majeur des années à venir.

Méthode utilisée

Ce livre est constitué de 25 chapitres, chacun rédigé par un ou plusieurs experts. Plusieurs chapitres correspondent aux thématiques qui nous intéressent : la politique de défense et de sécurité de l'Inde et notamment les questions liées au terrorisme et à la prolifération nucléaire. Les relations internationales de l'Inde avec la Chine, l'Afghanistan, le Pakistan, etc., sont également largement passées en revue. Enfin, les trois derniers chapitres sont consacrés aux ressources stratégiques indiennes (les différentes énergies et l'eau) ainsi qu'au réchauffement climatique.

Les méthodes varient selon les auteurs. Différents scénarios ont été élaborés dans certains chapitres ; d'autres se basent plutôt sur des analyses de tendances et leur prolongation ; d'autres encore proposent des visions plus stratégiques ou des axes idéologiques.

Données et informations à retenir

La sécurité de l'Inde dans les prochaines décennies dépendra de la façon dont l'ensemble de la situation régionale évoluera. Une grande partie du monde se méfie de la montée de la Chine, et l'Inde est préoccupée, en particulier, par le soutien continu de la Chine au Pakistan et par son influence de plus en plus forte dans les régions qui présentent un intérêt stratégique pour l'Inde.

Les pays voisins de l'Inde font actuellement face à une instabilité importante : les experts s'interrogent de plus en plus sur la capacité du Pakistan et de l'Afghanistan à établir un système politique stable et viable. En outre, la présence d'armes nucléaires dans la région est un sujet de préoccupation majeur. Il est peu probable que l'Inde réalise des percées significatives dans les négociations frontalières avec la Chine ou le Pakistan dans les 10 ans à venir.

L'un des chapitres du livre est consacré à la stratégie de défense de l'Inde à l'horizon 2050. Trois scénarios ont été imaginés : tout d'abord, un scénario de détérioration de la sécurité dans lequel la Chine aurait émergé en tant que superpuissance affirmée en 2050, conduisant à une aggravation des rivalités entre l'Inde et la Chine. L'auteur établit ensuite un deuxième scénario plus optimiste de montée en puissance de la Chine qui deviendrait un partenaire de l'Inde dans l'émergence d'un nouvel ordre international, fondé sur l'intégration économique et la coopération Inde-Chine dans un esprit de compromis réciproques. Un troisième scénario imagine une diminution importante de la croissance économique en Asie du Sud et les incertitudes qui en résulteraient pour l'ordre mondial, notamment une concurrence accrue entre l'Inde et la Chine dans différents domaines (économie, sécurité, énergie).

Dans les années à venir, la sécurité maritime pourrait être un défi de la plus haute importance pour l'Inde. En effet, la région de l'océan Indien se caractérise par une croissance démographique forte, par la richesse de ses ressources naturelles et minérales, ainsi que

par la diversité des modes de gouvernance et les inégalités existant entre les différents pays du pourtour de l'océan Indien. Cette extraordinaire diversité a créé, au sein de la région, une fracture en partie responsable de l'augmentation des cas de piraterie, de la montée du terrorisme, de la prolifération des armes nucléaires. De nombreux conflits portant sur ces questions pourraient survenir autour de l'océan Indien et faire des questions maritimes un enjeu majeur.

Pour l'Inde, la question du réchauffement climatique risque d'être de plus en plus présente sur la scène politique dans les années à venir. Trois niveaux de menaces sont identifiés dans ce livre : le niveau national (baisse des rendements agricoles, réduction des réserves d'eau douce, hausse du niveau des mers...), le niveau régional (migration vers l'Inde de populations venues des Maldives et du Bangladesh du fait de l'élévation du niveau de la mer, tensions entre la Chine et le Népal sur la gestion de l'eau de l'Himalaya...) et le niveau international (la position internationale de l'Inde et la politique étrangère en matière de changement climatique).

Conclusions et analyse critique

Le but de ce livre est avant tout de favoriser un consensus sur la stratégie internationale de l'Inde. Le projet vise à atteindre cet objectif en facilitant un dialogue soutenu et global entre les membres du milieu universitaire, les décideurs, les médias, les entreprises, l'économie et la société civile, sur les dimensions essentielles de cette stratégie à l'horizon 2020.

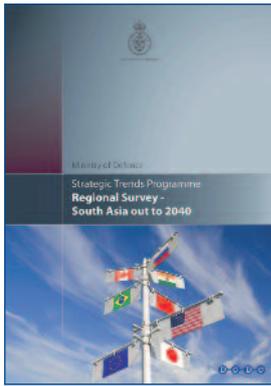
En filigrane, tout au long de l'ouvrage, on retrouve l'idée d'une Inde, puissance tampon entre les États-Unis et la Chine. Son rôle d'arbitre au sein de ce trio lui permettrait d'acquérir une image de « sage » et d'experte au niveau international.

Un des chapitres est d'ailleurs consacré à la place de l'Inde dans le trio Chine-Inde-États-Unis. Selon l'auteur, l'Inde peut choisir parmi plusieurs options pour gérer ce triangle stratégique : *Trust No One* (garder de bonnes relations à la fois avec la Chine et les États-Unis mais ne pas s'impliquer outre mesure dans les relations entre les deux puissances) ; *Yankee Go Home* (l'Inde travaillerait avec la Chine pour limiter le rôle et l'influence des États-Unis en Asie et plus largement dans le monde) ; « Duo dynamique démocratique » (l'Inde demanderait une alliance *de facto* ou *de jure* avec les États-Unis contre la Chine) ; le scénario de l'entente cordiale (la Chine, l'Inde et les États-Unis coopéreraient pour maintenir la stabilité et la prospérité dans la région et au-delà) ; et le scénario « Hégémonie » (l'Inde s'efforcerait de jouer un rôle clef dans les relations entre Pékin et Washington).

Enfin, l'Inde pourrait également acquérir une certaine légitimité sur la scène internationale si elle s'impose comme acteur majeur dans la lutte contre le terrorisme.

Pour cela, la sécurisation de l'Inde contre les groupes terroristes basés au Pakistan et notamment Al-Qaïda, qui constitue la menace la plus sérieuse, est indispensable. Elle devra également imposer son *leadership* parmi les États d'Asie qui souhaitent lutter contre le terrorisme en s'appuyant sur son expérience au Pakistan et en Afghanistan.

Cet ouvrage a le mérite de dresser un panorama complet et sérieux des principaux enjeux concernant l'Inde dans les deux décennies à venir, à différentes échelles : nationale, régionale et internationale. Néanmoins, il aurait été intéressant de construire différents scénarios croisant l'ensemble des enjeux traités à différentes échelles pour avoir une vision globale et cohérente de l'Inde à l'horizon 2020. ■



Royaume-Uni

DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Asie du Sud / Chine / Inde / Sécurité régionale / Tendances / États-Unis / Royaume-Uni

Réalisé par une équipe de recherche du DCDC, centre rattaché au ministère britannique de la Défense • Positions non officielles • Définition des tendances et variables relatives à l'évolution stratégique de l'Asie • Analyses et études pour aider à la décision • Horizon 2040 • Intéressant mais pas novateur

DCDC (Development Concepts and Doctrine Centre), *Regional Survey: South Asia out to 2040*, Londres : ministère de la Défense (DCDC Strategic Trends Programme), janvier 2013, 114 p. URL : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/49954/20121129_dcdc_gst_regions_sasia.pdf. Consulté le 19 avril 2013

Objectifs et enjeux

Dans ce rapport, l'Asie du Sud est définie comme regroupant le Pakistan, la Chine, l'Inde, le Népal, le Bhoutan, le Bangladesh, le Myanmar, le Sri Lanka et les Maldives. Ce document sur les tendances stratégiques régionales en Asie du Sud s'inscrit dans la continuité d'autres publications prospectives réalisées ces dernières années dans le même domaine. L'objectif de ce travail est d'informer les décideurs politiques des évolutions stratégiques dans la région, en insistant sur les implications en matière de défense et de sécurité. De nombreuses conclusions du rapport relatives à l'évolution stratégique de la scène sud-asiatique sont évaluées à l'aune de la probabilité qu'elles se produisent.

Si les auteurs reconnaissent le caractère parfois subjectif de certaines conclusions, l'enjeu de ces estimations est malgré tout de fournir des pistes et de guider les choix politiques. L'ambition de ces conclusions et de l'évaluation de leur probabilité est de permettre aux décideurs de décider en ayant le maximum d'informations, et ce dans des domaines extrêmement complexes, mêlant de nombreuses variables.

Méthode utilisée

Ces tendances stratégiques globales sont basées sur une analyse des facteurs qui influenceront ou engendreront directement des changements, ainsi que sur des facteurs qui pourraient modéliser l'avenir. Le rapport identifie différentes variables : évolutions sociales et économiques, innovations technologiques et scientifiques, ressources et environnement, enjeux géopolitiques. Parmi ces variables, le rapport entend attacher une importance particulière à quatre facteurs qui devraient affecter la vie de chacun d'ici 30 ans : le changement climatique, le processus de mondialisation, les inégalités mondiales et l'innovation.

L'évolution de chacune des variables a été analysée isolément, mais également dans leur interaction. Cette analyse a permis de faire émerger les trois principaux thèmes qui structurent l'étude : le contexte international futur, les tensions inhérentes à ce changement, et les évolutions et implications en matière de défense et de sécurité. Le futur qui est dessiné dans ce rapport se veut réaliste, même si d'autres projections alternatives sont parfois explorées.

Ce rapport ne repose pas, en revanche, sur l'élaboration de scénarios (excepté ceux sur l'évolution de la Chine). Il s'agit principalement d'évaluer l'évolution de certaines grandes

variables (économique, sociale, technologique, militaire, etc.) et de voir comment elles affecteront et modèleront l'avenir stratégique de la région.

Sur le plan de la présentation du rapport, l'évaluation de la probabilité qu'un phénomène se déroule ou qu'une analyse se confirme est évoquée tout au long du texte, au détour de certaines phrases, à partir d'une discrétisation en quatre temps :

- usage de « *will* » : probabilité d'occurrence supérieure à 90 % ;
- usage de « *likely / probably* » : probabilité d'occurrence entre 60 % et 90 % ;
- usage de « *may / possibly* » : probabilité d'occurrence entre 10 % et 60 % ;
- usage de « *unlikely / improbable* » : probabilité d'occurrence inférieure à 10 %.

À titre d'exemple : « *It will also contain nearly 40 % of the world's population by the same date [2040]* » doit se lire comme le fait que la probabilité que l'Asie du Sud représente plus de 40 % de la population mondiale est supérieure à 90 %.

Ce dispositif est ainsi disséminé un peu partout dans le texte, ce qui n'est pas sans entraîner parfois quelques confusions au moment de la lecture.

L'une des particularités de la méthode utilisée est de faire dépendre l'évolution de toute la zone sud-asiatique des évolutions de la Chine et de l'Inde. Selon l'étude, ces pays sont les deux facteurs structurants, desquels le futur la région dépendra.

Données et informations à retenir

- **Le grand basculement vers l'Asie.** Le rapport prend acte des grandes tendances géopolitiques déjà connues et que l'on peut ramener au grand basculement vers l'Asie de l'économie mondiale. Le rapport évoque ainsi l'émergence d'un G3 officieux réunissant la Chine, l'Inde et les États-Unis. De même, le rapport souligne que les préoccupations de l'Occident et celles des puissances asiatiques devraient se rejoindre autour de l'intérêt grandissant porté par ces puissances asiatiques à certaines problématiques ou certaines régions, à savoir le cyberspace, l'espace, les ressources du Moyen-Orient, mais également les enjeux en mer de Chine et dans l'océan Indien. Selon les auteurs, les difficultés de l'Union européenne font qu'il n'y a aucune probabilité qu'elle intègre ce G3 (*unlikely / improbable*).

Selon le rapport, les relations entre la Chine et l'Inde détermineront les grandes évolutions stratégiques de l'espace sud-asiatique — à l'image du Pakistan, qui devrait probablement rester proche de la Chine. Puis les auteurs passent en revue les performances, notamment économiques, escomptées pour les différents États : ainsi, le Sri Lanka devrait probablement (*likely / probably*) poursuivre sa croissance économique, avec de nombreux investissements en provenance de Chine ; quant au Népal, il entretiendra encore des liens durables avec la Chine et l'Inde du fait de la question de l'accès des deux pays aux ressources en eau et à l'hydroélectricité.

Le rapport pointe cependant les nombreux défis que les pays d'Asie du Sud devront relever, notamment celui de la croissance démographique, qui pourrait constituer un frein à leur développement économique.

- **Implications régionales en termes de défense et de sécurité.** Le rapport affirme que la montée en puissance économique des deux pays se doublera d'une augmentation de leur capacité militaire, ce qui éclipsera les capacités militaires des autres États de la région. L'Inde et la Chine devraient en outre développer leur outil militaire maritime afin de maintenir leur présence dans les mers de la région.

Le rapport affirme que la Chine développera son outil militaire maritime afin d'être capable de projeter sa puissance partout dans le monde et de contrer les opérations maritimes des États-Unis dans les océans de la région.

À l'horizon 2040, la mer de Chine du Sud et l'océan Indien devraient être un espace stratégique pour les relations qu'entreprendront les membres du G3, mais il est peu probable que des conflits éclatent entre ces pays.

En termes sécuritaires, le rapport pointe le terrorisme comme une menace régionale qui devrait perdurer jusqu'en 2040 ; par ailleurs, la diversité ethno-religieuse au sein des États pourrait constituer une source de déstabilisation nationale et régionale.

• **Du point de vue technologique.** Le dynamisme technologique de la région va se poursuivre. Du point de vue tant de la recherche scientifique que du développement technologique, l'Asie du Sud va continuer à croître et devenir l'un des principaux centres d'innovation et d'exportation de produits de haute technologie. Des pays comme la Chine et l'Inde devraient devenir *leaders* dans certains domaines technologiques. Le marché sud-asiatique en matière de défense et de sécurité pourrait prendre de l'importance. Le rapport pointe, en outre, le fait que la parité technologique entre l'Asie et l'Occident pourrait (*may / possibly*) être atteint en 2040 (c'est une possibilité). Dans le domaine spatial, enfin, la Chine et l'Inde devraient poursuivre leur développement, afin d'augmenter leur puissance.

• **Implications pour le Royaume-Uni.** Le pays va devoir s'adapter à ces évolutions, mais son indépendance et ses relations avec l'Europe, les États-Unis, l'Inde, ainsi que le développement de ses liens commerciaux avec la Chine pourraient lui permettre de renforcer ses positions, notamment en en faisant un *hub* financier mondial. En la matière, le pays devra s'adapter à la montée en puissance de l'espace sud-asiatique.

Le rapport pointe cependant que la taille et le poids économique du Royaume-Uni pourraient le conduire à devenir un partenaire de second rang (« *a junior partner* »). Son influence en Asie est ainsi appelée à décliner, ce qui impliquera la nécessité pour le pays de se doter de nouveaux partenaires stratégiques ou de renforcer ceux existant, notamment avec des pays avec lesquels le Royaume-Uni a des liens historiques (Inde, Népal, Bangladesh), mais aussi le Pakistan. Le pays pourrait également s'appuyer sur les nombreuses *diasporas* issues de ces pays présentes sur son territoire.

Parmi les menaces auxquelles le pays devra se préparer, une place particulière est faite à la cybercriminalité, qui pourrait se développer dans la région à l'avenir. L'Asie du Sud devrait rester un territoire où les pirates informatiques continueront à prospérer.

• **Les cinq scénarios d'évolution de la Chine.** Tout en rappelant qu'à l'avenir, la Chine devrait (*likely*) demeurer un observateur stratégique important plus qu'un acteur global, continuant à privilégier sa stabilité interne et délaissant les affaires du monde (maintien de sa politique non-interventionniste), le rapport dresse dans sa première partie cinq scénarios d'avenir pour le pays à l'horizon 2040. Ces scénarios sont construits à partir des données traditionnelles telles que la démographie (population, diversité ethnique), la dimension socio-économique (croissance, pauvreté et inégalités sociales), l'environnement géopolitique régional et mondial. Il en découle :

- 1) La fragmentation de la Chine du fait des disparités internes : probabilité faible.
- 2) Le renforcement de la puissance de la Chine dans un monde harmonieux. Ce scénario, évalué comme plausible, repose sur un développement socio-économique global du pays, une diminution des inégalités et un processus de réforme politique.

- 3) États-Unis / Chine : la compétition acharnée. Ce scénario est évalué comme plausible aussi.
- 4) La guerre froide II. Le retour du monde bipolaire. Scénario évalué comme moins probable.
- 5) Le G2 (États-Unis + Chine) se répartit le monde : probabilité faible.

Analyse critique

Très dense et dressant un tour d'horizon extrêmement large des évolutions stratégiques dans la région sud-asiatique, le rapport se révèle très complet, embrassant des approches économiques, sociales, environnementales et sécuritaires. C'est son intérêt principal, tout comme les nombreuses tendances qu'il évoque et l'évaluation permanente de certaines affirmations.

L'un des atouts du rapport, du point de vue de la prospective, est d'imaginer régulièrement des cas de figure que les auteurs appellent des « *strategic shocks* », c'est-à-dire la survenue d'événements qui seraient en rupture avec le contexte stratégique normal et prévisible, et qui remettraient en cause l'ordre des choses. L'enjeu de ce dispositif est de pointer du doigt l'existence des incertitudes et de redonner sa place à la notion d'événement, même si la survenue des événements mentionnés dans l'étude est peu probable. À titre d'exemples, les auteurs décrivent l'hypothèse de l'effondrement économique de la Chine, d'une intervention de la Chine au Myanmar pour y défendre ses intérêts, du protectionnisme des pays occidentaux qui affecterait la croissance économique de l'Asie du Sud, etc.

Néanmoins, la dissémination des évaluations de la probabilité d'un événement tout au long du document constitue un point faible puisqu'il transforme le rapport en un vaste catalogue de propositions. Cette méthode conduit à faire du rapport un vaste champ de propositions et d'hypothèses, parfois peu lisibles ou du moins peu didactiques.

Enfin, la critique principale, quant au fond, est que le rapport se révèle être une grande synthèse regroupant ce qui est déjà connu et a déjà été évoqué dans de nombreuses études de prospective dans le domaine stratégique. Aucune donnée nouvelle n'est mobilisée, aucune interprétation nouvelle n'est donnée de ces évolutions. Dans l'ensemble, le rapport reprend des données, des prévisions et des analyses communément partagées sur le basculement économique, le rôle des États-Unis dans la région, la rivalité entre puissances régionales, l'équilibre des puissances qui pourrait se mettre en place entre la Chine, l'Inde et les États-Unis dans la région. Il en est de même sur le plan sécuritaire et en matière de défense, sur les effets du réchauffement climatique et la compétition pour certaines ressources. ■

Pourquoi un Observatoire de la prospective internationale de défense ?

À l'image des rapports de prospective géostratégique et géopolitique réalisés par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) au cours des dernières années, nombre de ministères de la Défense étrangers élaborent et publient des analyses de référence à caractère prospectif et géostratégique. Concentrées jusqu'à présent dans les pays anglo-saxons, ces approches ont connu un relatif essor au cours des dernières années au sein d'autres pays occidentaux et émergents.

Au-delà de cette approche institutionnelle, les acteurs privés (instituts de recherche) et publics (universités, etc.) produisent régulièrement, par eux-mêmes, un corpus de travaux prospectifs intéressant directement ou indirectement la défense. Ils représentent une source ouverte d'information dense et de qualité, dont les points de convergence avec les travaux institutionnels peuvent être par ailleurs importants.

Pour identifier ces travaux, la DAS a créé un observatoire en charge du suivi des études internationales de nature prospective intéressant la défense à un horizon de 10 à 30 ans. Cet observatoire donne lieu à une veille sur les travaux de prospective issus de neuf pays (Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, Inde, Royaume-Uni). Des rapports trimestriels rendent compte des principaux documents identifiés ; certains d'entre eux font l'objet d'une analyse plus approfondie. Six notes d'analyse thématiques annuelles complètent les travaux de l'observatoire.

La création et les activités de cet observatoire ont été confiées à un consortium réunissant la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS), l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et Futuribles.

Qu'est-ce que la prospective ?

Démarche d'anticipation, la prospective n'a pas pour autant comme ambition de prédire l'avenir. Elle se fixe en revanche comme objectif d'étudier avec rigueur les futurs possibles en germe dans la situation actuelle. Cette prospective dite exploratoire est le plus souvent développée comme instrument d'aide à la décision.

Le terme « prospective » peut recouvrir différentes pratiques qui vont de l'exploration se voulant la plus objective possible des futurs envisageables, à l'expression de visions plus ou moins structurées et argumentées. Quelle que soit leur méthodologie, les démarches prospectives dont il est rendu compte dans le cadre de cet observatoire ont pour ambition de servir ou d'orienter les politiques publiques des États, ou les stratégies des acteurs non étatiques.

Les rapports trimestriels de l'Observatoire de la prospective internationale de défense sont publiés par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS).

Comité de rédaction : Matthieu Anquez (CEIS), Robert Chaouad (IRIS), François de Jouvenel (Futuribles) et Jean-Pierre Maulny (IRIS)

Conception graphique et secrétariat de rédaction : Stéphanie Debruyne (Futuribles)

© DAS, 2013 - Publié le 22 avril 2013

Informations - contact : Nicolas Bronard, DAS, ministère français de la Défense
E-mail nicolas.bronard@defense.gouv.fr